



Le NPA affiche ses revendications en préparation des élections présidentielles. Il est en ce moment en discussion avec les partis à la gauche du PS en vue d'un rassemblement le plus large possible.

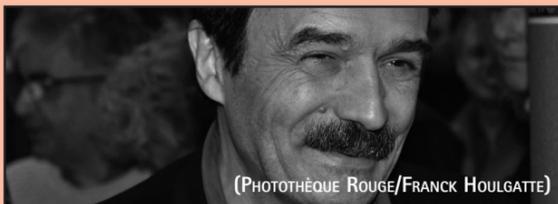
Crise nucléaire au Japon. Révolutions, contre-révolutions et guerres au sud de la Méditerranée. Plans d'hyper-austérité en Europe et aux États-Unis. Ces trois éléments donnent la mesure de la faillite totale qui frappe le modèle capitaliste globalisé et productiviste au début du XXI^e siècle. L'idée que ce système est certes imparfait mais qu'il amènerait peu à peu le progrès, le recul des inégalités, la paix, est une fable qui ne convainc plus grand monde.

Ce que vivent au quotidien des milliards d'êtres humains, c'est la misère. Même dans les pays dits riches comme le nôtre, des millions de personnes vivent la galère et la difficulté à «joindre les deux bouts». L'idée que les générations qui arrivent auront une vie plus difficile encore se diffuse et renforce l'inquiétude. Tous ceux qui sont identifiés comme co-responsables de cette situation sont frappés d'un puissant discrédit. C'est la raison structurelle de l'ambiance de fin de règne qui frappe la Sarkozie.

Mais c'est aussi la raison pour laquelle les dirigeants du PS ne parviennent pas à surfer sur l'espoir d'un changement. Le programme du PS a ceci d'honnête qu'il ne fait aucune promesse. Rien sur l'annulation des principales mesures antisociales de la droite. Rien sur les salaires et le pouvoir d'achat. Rien sur la défense des services publics. Rien sur la transition énergétique. Le PS ne peut compter que sur le ras-le-bol de Sarkozy pour espérer l'emporter aux prochaines présidentielles. **SUITE PAGE 2**



REGARDS
Égypte, la révolution s'organise
Page 2



CULTURE & MÉDIAS
Edwy Plenel met le présidentielisme en procès
Page 5



ACTU INTERNATIONALE
Croatie, comme un air de révolution
Page 5

Agenda

21 avril - révolutions arabes - NPA Montpellier. Tunisie, Égypte, Libye, Syrie, Yémen, etc., jusqu'où peut aller le réveil arabe? Le NPA vous invite à venir en discuter. RV à 19 heures, au bar Les Lilas.

22 avril, Salah Hamouri, rassemblement, Paris. Salah Hamouri, jeune Franco-Palestinien est en prison en Israël depuis trois ans. Son comité de soutien organise un rassemblement. RV à 18h30, place de l'Hôtel-de-Ville.

23 avril, Bateau pour Gaza, Béziers. Dans le cadre de la campagne nationale «Un bateau français pour Gaza», l'Association France Palestine solidarité organise une paëlla solidaire. RV à 19 heures à la Colonie Espagnole, rue Vieille-Citadelle, Béziers.

23-24 avril, Tchernobyl, rassemblement, Paris. Pour rendre hommage aux victimes de Tchernobyl, il y a 25 ans, deux journées d'action sont organisées. RV samedi de 11 heures à 19h30 et dimanche de 10 heures à 19h30, parvis des Droits-de-l'Homme, M° Trocadéro.

28 avril, mobilisation «Retraite et Pénibilité», national. Les unions régionales CFDT, CGT, FSU, Unsa, Solidaires proposent aux salariés d'agir pour la reconnaissance de la pénibilité, la possibilité de départs anticipés. À Paris, RV de 12 à 14 heures devant le Medef, M° École-militaire.

28 avril, révolutions arabes, projection-débat, Les Mureaux. Attac 78 nord organise une projection débat «Ces révolutions arabes qui nous concernent», avec Omar El Shafei du Comité de solidarité avec le peuple égyptien et Wafa Guiga militante tunisienne. RV à partir de 20 heures, cinéma Frédéric-Dard, 77 rue Paul-Doumer, Les Mureaux.

30 avril, fête des précaires et du pissenlit, Paris. Un collectif de précaires organise un défilé festif, pacifique et non partisan. RV à 15 heures, rue de Lisbonne, M° Monceau.

30 avril, repas 1^{er} mai, Bordeaux. Réveillon du 1^{er} mai avec repas-concert organisé par le NPA 33. RV de 19 heures à minuit, salle Son Tay, à Bordeaux.

1^{er} Mai, fête, Strasbourg. Fête du 1^{er} Mai du NPA «Nous ne payerons pas leur criseS!!» RV à partir de 12h30, 10, rue d'Ankara, Strasbourg-Esplanade.

3 mai, soutien à Xavier Mathieu, Compiègne. Le procès de Xavier Mathieu, ex-Conti, pour refus de prélèvement d'ADN a été reporté au 3 mai. RV dès 8h30 devant le tribunal de Compiègne, 11 rue Henri-de-Séroux.

7 et 8 mai, Base élèves, Paris. Rencontre nationale pour protester contre Base élèves. RV samedi : Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau. Dimanche : salle de réunion de la CNT, 33 rue des Vignoles. (Lire aussi page 4.)

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Rassembler les anticapitalistes

● ● ● SUIVE DE LA PAGE 1

La colère sociale est forte. Elle peut tout amener la pire – la progression de l'extrême droite¹ –, comme le meilleur – les luttes pour arracher des augmentations de salaire, défendre les acquis et les droits. Elle nourrit le débat politique sur l'alternative à ce système qui a fait faillite.

La stratégie anticapitaliste en débat

Des centaines de milliers de personnes, des milliers de militants et militantes du mouvement social, syndical, politique en ont assez de la droite tout en n'ayant aucune illusion sur le PS et son projet d'alternance sans changement. Nombreux sont celles et ceux qui veulent qu'un programme de rupture pour aujourd'hui s'applique enfin.

Lors des prochaines échéances électorales, le NPA participera au rassemblement le plus large possible des anticapitalistes. À cette étape il met en discussion le contenu, un programme clair, 100% à gauche, dont les maîtres mots sont la répartition des richesses, la fin du productivisme, la mise sous contrôle des principaux

secteurs de l'économie, des banques, des assurances, du crédit, de l'énergie, des transports. Un tel programme peut nourrir des mobilisations sociales mais nous luttons aussi pour qu'un gouvernement par et pour la majorité de la population le mette un jour en œuvre. Un gouvernement de cette nature n'a rien à voir avec une coalition gouvernementale mille fois vue et revue avec le PS. S'allier avec les héritiers de Mitterrand et Jospin, avec les amis de Zapatero et Papandréou, c'est se renier. Hors de question de participer ou de cautionner un gouvernement qui ferait l'inverse de ce pour quoi nous nous battons au quotidien. Aujourd'hui, il y a une opposition résolue à la droite. Mais demain, il faudra une opposition de gauche résolue à un gouvernement dirigé par le PS. Cette fidélité intransigeante à des convictions, ce refus des demi-mesures et de l'eau tiède, sont vitaux pour faire contrepoids à une extrême droite qui s'affirme plus habile que jamais à manier la démagogie nationale et sociale. Concrètement, à cette étape, le NPA soumet le grand angle de ses propositions, par des

réunions, des diffusions de tracts. Il a sollicité une série de personnalités du mouvement social, des intellectuels pour donner leur point de vue. Enfin, il a pris rendez-vous avec des mouvements politiques qui se situent à gauche du PS et des rencontres sont en train de se dérouler avec les Alternatifs, les écologistes radicaux, Lutte ouvrière, la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) et le Front de gauche. Nous publierons ces points de vue et nous rendrons compte dans les semaines qui viennent de ces rencontres. À l'issue de ce cycle de débats, le NPA décidera des formes de sa présence à la présidentielle de 2012.

Fred Borras

1. Un phénomène qui n'est hélas pas réservé à la France. Ce week-end vient de nous le rappeler en Finlande où l'extrême-droite vient de quintupler son score de 2007 en atteignant 19,1% avec un discours raciste et hostile à l'Union européenne.

regards

Propos recueillis par Melanie Souad



Mahienour al-Massry (DR)

ÉGYPTE La révolution s'organise

Mahienour al-Massry est une jeune militante d'Alexandrie. Elle a débuté l'activité politique dans le mouvement Kifaya en 2006, puis a rejoint les Socialistes révolutionnaires en 2008.

Sous quels angles la politique du conseil militaire est elle contestée en ce moment?

Ce sont les généraux qui ont intérêt aux accords de Camp David et aux financements américains. Et ce sont aussi des hommes d'affaires, ils possèdent une partie de l'Égypte, or ni les petits officiers ni les soldats n'en profitent. Le 9 avril, on était très nombreux dans les rues, au Caire comme à Alexandrie et des fissures sont apparues dans l'armée. Le fait que des jeunes de l'armée aient rejoint les manifestants place Tahrir montre que le sentiment d'oppression et d'injustice est là. Ils n'en parlaient pas jusque-là, pas plus que le peuple égyptien avant que cela prenne une forme de révolution.

Un point méconnu est que la première fois que des chars de l'armée sont apparus au début de la révolution, les gens les ont attaqués ! Il n'y avait pas cette ligne rouge au sujet de l'armée.

Où en est la grande mobilisation ouvrière qui a précédé et succédé la chute de Moubarak? Et le processus d'organisation indépendante des travailleurs?

Jusqu'au 9 février, les travailleurs participaient en tant qu'individus, puis les grèves ont commencé et, sans avoir été la base de la révolution du 25 janvier, ils ont accéléré le processus et mis fin au gouvernement, alors que la bataille devenait difficile.

Maintenant le conseil militaire craint les grèves et leur généralisation qui pourraient poursuivre les revendications qui étaient les nôtres pendant la révolution.

En ce moment les grèves ont ralenti, on en est davantage à la phase de la construction des syndicats et ce n'est pas une mauvaise chose. Des syndicats indépendants se créent dans les secteurs les plus divers : par exemple des artisans se réunissent il y a trois jours pour parler de la création d'un syndicat ou encore les ingénieurs du secteur pétrolier. C'est la preuve que, dans les dernières années, ce n'était pas de l'indifférence chez les travailleurs, mais de la patience.

Quelles sont les spécificités d'Alexandrie du point de vue du mouvement et du réseau politique en son sein?

Alexandrie est une ville de pêche, mais aussi industrielle avec une tradition qui remonte au début du xx^e siècle. C'est la première ville pour les Frères musulmans, et les Salafistes sont très nombreux. Il y a aussi un fort mouvement de jeunes qui a débuté avec Kifaya et s'est développé avec le drame de Khaled Saïd (en juin 2010).

Avant cela, on pensait globalement que si tu n'es pas impliqué en politique, ni trop religieux, ni trop pauvre, le système ne te fera rien. Or Khaled Saïd était tout cela, et pourtant la police l'a tué. Cela a impliqué beaucoup de gens, tout particulièrement de la classe moyenne. Jusque-là quand il y avait 100 personnes dans une manifestation c'était un grand succès, et on a atteint 6000 personnes. Le jour où la photo de Khaled Saïd est sortie sur Internet, des jeunes se sont rassemblés devant la section de police, prêts à faire face.

La différence à Alexandrie c'est que les jeunes dominent le mouvement. Des Frères musulmans à nous en passant par les libéraux, on travaille ensemble tout en gérant nos différences. Ainsi on a créé en mai 2010 un bureau de coordination¹ et tous les membres ont entre 15 et

33 ans. On est un petit nombre donc on a besoin les uns des autres, mais on n'efface pas les différences idéologiques pour autant, on débat en permanence. On a travaillé comme ça jusqu'à la révolution, ou plutôt l'étape révolutionnaire. Et à partir du 25 janvier, mais plus sérieusement à partir du 27, c'est ce groupe qui a organisé le mouvement à Alexandrie.

Après cela des problèmes sont apparus avec les Frères musulmans pour leur orientation réformiste, et puis avec la constitution². Plus encore au sujet de la prise de la Sécurité nationale³. On s'est retrouvés avec des jeunes militants du mouvement, la gauche et les Salafistes, sans libéraux, et les Frères musulmans ont refusé de participer. Ils sont néanmoins un bout de la révolution, il serait faux de le nier, comme de nier qu'ils participent à la contre-révolution maintenant.

Où est-ce que vous, les Socialistes révolutionnaires, intervenez?

Les syndicats indépendants sont une base de notre programme, on pense qu'il n'y aura pas de véritable changement sans que les travailleurs soient libérés de la domination de l'État dans leurs organisations.

Ensuite il y a les comités populaires de défense de la révolution⁴, qui tirent leur origine des comités de défense de quartier. Après l'étape révolutionnaire, les jeunes, qui étaient restés ensemble pendant toute cette période, ont vu que leur rôle était aussi politique. Ces comités sont des moyens pour porter la voix et fourniront des candidats pour les élections municipales ou locales. Ils organisent aussi un groupe de défense des manifestations.

Dans les deux cas, ce ne sont pas des organisations socialistes mais on y pratique une démocratie par en bas, on conjugue des revendications démocratiques et sociales. Ainsi s'il y a un nouvel ébranlement, on aura des outils pour obtenir des victoires pour le peuple, ce qui a manqué pendant la révolution.

1. Composé des Frères musulmans, al Ghad, le parti al Gabha, le Mouvement du 6 avril, Al Karama, la Justice et la liberté, Al Hachd (mouvement populaire démocratique) et les Socialistes révolutionnaires.

2. Les Frères musulmans se sont alliés au conseil militaire pour soutenir le oui aux amendements constitutionnels, contre la gauche et une partie des libéraux.

3. Le 4 mars, le bâtiment de la Sécurité nationale à Alexandrie a été pris d'assaut par les manifestants, ouvrant la vague dans le pays.

4. Il y a 40 comités de 7 à 8 personnes chacun à Alexandrie.



INTERVIEW EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

(PHOTO THÈQUE ROUGE/QUENTIN G)

Réforme fiscale = 900 millions pour les riches

Sarkozy était bien obligé de mettre fin au scandale du bouclier fiscal alors que commence la campagne pour la présidentielle. C'est fait avec en contrepartie l'allègement de l'impôt sur les grandes fortunes, au final un nouveau cadeau de plus de 900 millions d'euros.

P eu de temps après son élection, Sarkozy avait fait adopter, le 1^{er} août 2007, la loi Tepas (Travail, emploi et pouvoir d'achat) qui mettait en œuvre une de ses promesses aux classes privilégiées, la diminution du bouclier fiscal de 60% à 50%. Les grandes fortunes ne pouvaient être imposées de plus de 50% de leurs revenus. Un joli cadeau pour quelque 19000 très grosses fortunes dont Bettencourt qui, par exemple, recevra du fisc un chèque sur le « trop-perçu » de 30 millions d'euros ! Le scandale provoqué a contraint Sarkozy à en finir avec le bouclier fiscal. Mais, justice de classe oblige, il fallait donner aux riches une compensation. Voilà qui est fait avec l'annonce de la réforme fiscale devant les députés UMP par Sarkozy puis par le ministre du Budget François Baroin devant les parlementaires de la majorité. Le projet sera présenté devant le conseil des ministres le 11 mai pour être adopté par l'Assemblée nationale courant juillet.

L'impôt sur les grandes fortunes serait supprimé pour les détenteurs d'un patrimoine taxable entre 800000 euros et 1,3 million d'euros, et allégé considérablement pour les autres grâce à la baisse des barèmes. Entre 1,3 million et 3 millions d'euros de patrimoine, ils seraient taxés à 0,25%. Au-delà de 3 millions, le taux serait de 0,5%, alors qu'aujourd'hui les taux progressifs, par tranches, vont de 0,55% à 1,8%. Ils conserveraient un

abattement de 30% sur la valeur de leur résidence principale – qui fait que le seuil réel est d'ores et déjà bien au-dessus de 800000 euros – et les biens professionnels ou les œuvres d'art échapperaient à toute taxation.

UN TOUR DE PASSE-PASSE

Sur les 600000 fortunes assujetties à l'ISF, 300000 d'entre elles y échapperaient ainsi, auxquelles s'ajoutent les 200000 qui y auraient été nouvellement assujetties. Baroin peut se vanter de ne pas avoir « un impôt spoliateur ». C'est le moins que l'on puisse dire. Les plus riches pourront se consoler de la quasi-disparition du bouclier fiscal par cet impôt « allégé » : ceux qui disposent d'une fortune supérieure à 16,7 millions d'euros récupéreront, selon l'évaluation de la commission des finances de l'Assemblée, 350 millions d'euros, soit presque autant que ce que l'État leur remboursait comme « trop-perçu » au titre du bouclier fiscal.

Pour faire face au manque à gagner pour l'État, entre 800 millions et un milliard d'euros, le ministre du Budget n'a annoncé qu'une seule mesure précise, le relèvement des droits de succession sur les gros héritages, pour rester dans le flou. Au final le gouvernement a réussi à faire un nouveau cadeau aux plus riches. En prenant prétexte du mécontentement provoqué par le bouclier fiscal auprès des classes populaires, il se prépare à aménager sinon liquider l'impôt sur les grandes fortunes,



« impôt contre la réussite aux effets psychologiques désastreux » selon un éditorial du journal les Échos. Patrons et bourgeois se frottent les mains. Ce nouveau tour de passe-passe de Sarkozy ne trompe personne. Ce sera aux travailleurs, aux classes populaires de payer la note par l'austérité et la rigueur, au nom de la lutte contre les déficits, au détriment en particulier des services publics. Pour Christine Lagarde, la priorité, c'est « la limitation des dépenses publiques ».

Il y a une autre politique, celle qui consiste à faire payer les riches, à annuler la dette publique pour cesser de verser à ces derniers des intérêts exorbitants, une rente, au détriment de la collectivité. Cette politique, il faudra l'imposer aux riches comme à l'État qui les sert. Un bouleversement de plus en plus urgent.

Yvan Lemaitre



Par **Myriam Martin**

POUVOIR D'ACHAT : AUGMENTER LES SALAIRES !

Le locataire de l'Élysée essaye à nouveau d'endosser les habits du président du pouvoir d'achat.

Il propose une prime de 1000 euros pour les salariés dont les entreprises distribuent des dividendes à leurs actionnaires. L'annonce qui devait, sans rire, démontrer que le pouvoir se préoccupe des salaires, a fait flop très rapidement. La prime des 1000 euros n'est qu'une grosse arnaque : face à la colère feinte de la patronne des patrons Laurence Parisot, Christine Lagarde a de suite rassuré, pour financer la mesure le gouvernement propose de baisser les cotisations des entreprises qui font des bénéfices ! Nicolas Sarkozy a beau vouloir multiplier les annonces pour reconquérir l'électorat populaire, personne n'est dupe. Même la visite à Charleville-Mézière, ville où il s'était rendu lors de la campagne de 2007, ne convaincra personne : le chef de l'État gouverne pour ses amis du Fouquet's, distribue les cadeaux aux plus riches, continue d'exonérer les entreprises. La prime de 1000 euros ne fera en aucun cas oublier les profits indécents du CAC 40, profits qui montent à plus de 80 milliards d'euros.

À côté de cela, le salaire des fonctionnaires sera gelé pour 2012, pour la deuxième année consécutive.

Mais depuis plusieurs semaines, dans de nombreuses boîtes, les salariés ont décidé de se battre et d'exiger un autre partage du gâteau, refusant d'être toujours les perdants, « les damnés de la crise ».

En effet, les grèves pour les salaires se multiplient et il est légitime d'exiger leur augmentation et de revendiquer tout de suite 300 euros net pour tous les revenus. Quand les prix montent, les salaires, les retraites et les pensions doivent suivre automatiquement tous les mois. C'est donc l'échelle mobile des salaires et de tous les revenus, allocations et retraites qu'il faut imposer.

Les travailleurs en lutte actuellement montrent le chemin à suivre : prendre sur les profits !

leur monde...

« Qu'ils mangent de la brioche ! »

Je suis directeur de recherches émérite CNRS dans une unité Inserm implantée à Antoine-Béclère à Clamart, et réside rue de la Chine, à 50 mètres de l'hôpital Tenon. J'ai déjà pu « apprécier » au fil des années la dégradation de l'hôpital public tel que je l'ai connu depuis que j'ai fait mon externat et internat juste après les réformes Debré, voilà longtemps, dégradation qui a été longuement dénoncée le 2 avril lors de la journée à la Bastille. Au passage, ce n'est pas un hasard si les cortèges des chercheurs et des hospitaliers avaient convergé de Port-Royal au Sénat en 2009, et j'ai pu observer les conséquences de la politique actuelle sur ces deux hôpitaux en 2010-2011, où cette politique et l'attitude de la direction AP-HP a provoqué deux mouvements de grève, l'un et l'autre de longue durée, l'un et

l'autre victorieux. Mais jamais je n'aurais imaginé que la direction continuerait d'aller plus loin encore dans le mépris du personnel hospitalier : avant-hier et ce matin, je trouve placardé dans tout l'hôpital le nouveau pas en avant dans la mesquinerie : le retrait de la bouteille d'eau minérale et du casse-croûte à certaines catégories de personnel, comme par hasard les plus touchées par la pénibilité, et les plus étranglées financièrement par la crise... Et la réponse de la direction... Elle rappelle tellement le « qu'ils mangent de la brioche » d'une certaine Marie-Antoinette...

À vomir, si cela ne paraissait pas un jeu de mot déplacé vu l'enjeu du conflit.

Dr Gérard Chauat, directeur recherches émérite CNRS.

Christine en prison. Nous venons d'apprendre que Christine vient d'être incarcérée. Convoquée à la gendarmerie pour l'un de ses jugements – écopé pour insoumission à l'autorité – elle a refusé le suivi psy qui était demandé et après avoir passé une journée en HP elle a été transférée à la maison d'arrêt de Saint-Étienne sur décision du tribunal de Valence. Ainsi, dans notre chère République, comme au bon vieux temps de l'URSS de Brejnev, si vous êtes réfractaire à l'autorité, on ne vous laisse comme choix que : « la camisole ou le goulag ». C'est à croire que quelles que soient ses formes politiques, l'appareil d'État retrouve toujours ses instincts primaires.

Christine est une femme LIBRE, bergère habituée à vivre au grand air. À Avignon, nous la voyons participer à tous les combats, à toutes les luttes.

Elle aime « trop » la liberté pour supporter toute forme d'enfermement. Aussi nous craignons pour elle car nous savons que l'incarcération lui sera particulièrement insupportable. Aussi, en l'enfermant, le pouvoir sait ce qu'il fait, il cherche à détruire un individu particulièrement libre et réfractaire à toutes formes d'autorité. Vous pouvez agir et exprimer votre solidarité avec Christine. L'urgence est de briser l'isolement, vous pouvez lui envoyer un petit mot amical (pas besoin de faire long), l'administration pénitentiaire lit les lettres adressées aux détenues de ce fait elle saura aussi que Christine n'est pas seule.

Christine Ribailly, écrit N34068, maison d'arrêt de Saint-Étienne, rue de la Sauvagère, BP 2542350 Saint-Étienne Cedex 2.

en bref...

Base élèves : fichés à vie. Le Collectif national de résistance à Base élèves (CNRBE) organise une rencontre nationale à Paris les 7 et 8 mai, invitant enseignants, parents, collectifs, élus, organisations syndicales et de parents d'élèves, à assister à deux jours de débats et d'échanges sur le fichage qui touche le secteur éducatif. Base élèves est bien le socle rendant possible le fichage généralisé de la population dès 3 ans. Ainsi, au milieu d'une multitude d'autres applications dont la liste semble s'allonger chaque jour, doit se mettre en place cette année dans tous les établissements scolaires le Livret personnel de compétences (LPC), dans lequel les champs retirés de la Base élèves par l'arrêté de 2008 refont leur apparition. Ce fichier gardera en mémoire, dès l'école et tout au long de la vie, la totalité du cursus scolaire de tous les enfants de

France, les réussites mais aussi les échecs de chacun. Dans notre monde où le libéralisme sauvage et le tout sécuritaire ne cessent de gagner du terrain, une telle perspective ne peut qu'alarmer et révolter. La mise en place du LPC doit interpeller l'ensemble des enseignants, de la maternelle à l'université, et tous les parents d'élèves... Le livret de compétences couplé à un identifiant élève unique et relié à Base élève qui donne les coordonnées des parents et le cursus scolaire, est une arme liberticide qui nous ramène au livret ouvrier du XIX^e siècle. À terme, toute la population sera mise en fiche, constituant un CV infalsifiable, accessible par Pôle emploi... Il est encore temps de protéger les enfants de cette numérisation inexorable de leur vie.

Les chômeurs sont au parfum ! Mercredi 13 avril, les chômeurs et précaires se sont invités au siège de L'Oréal, à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) avec le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), sous le slogan « Partageons les richesses et le travail, parce que nous le valons bien ». Le MNCP avait bien choisi sa cible pour réclamer une contribution des grands groupes à la lutte contre le chômage : L'Oréal affiche un bénéfice net en hausse de 2,4 milliards d'euros en 2010 ; les dividendes distribués aux actionnaires le 4 mai prochain sont en hausse de + 20%. Selon le MNCP, « Les grands groupes, tel L'Oréal, doivent contribuer volontairement à la lutte contre le chômage. L'État devrait, dans la période actuelle, mettre en place des prélèvements exceptionnels pour contribuer à la création d'emplois, notamment dans le secteur de

l'économie solidaire [...], instaurer une cotisation sociale sur les dividendes distribués aux actionnaires pour financer les retraites et la lutte contre le chômage en élargissant l'assiette des cotisations [...], supprimer les exonérations de taxes, notamment sur les heures supplémentaires (une des sources principale du non-partage du travail) et relancer la baisse du temps de travail pour un partage équitable. »
« Six millions de travailleurs précaires touchent moins de 750 euros par mois, sans compter les familles qui vivent du RSA et les chômeurs en fins de droits sans revenu. »
Voir le site du MNCP (www.mncp.fr), entre autres pour signer la pétition « Négociations Unedic : pas sans les chômeurs ».

NICOLAS HULOT
L'écologie des représentants de commerce

Après avoir maintenu le suspense en 2007 où il avait fini par faire signer son « pacte » à tous les candidats à la présidentielle qui le voulaient (dont Sarkozy), cette fois-ci Nicolas Hulot a annoncé sa candidature potentielle, estimant sans doute que le moment était venu de « capitaliser » sur la prise de conscience écologique généralisée. Hulot, brûleur de carburant sans frontières sponsorisé par Rhône Poulenc et TF1, n'a pas exactement le profil de la sobriété écologique et du projet politique alternatif. Il a bien assuré se situer en opposition à la majorité actuelle (mais qui ose encore s'en réclamer?), il a également cru nécessaire de préciser que son programme serait incompatible avec celui du FN, Le Pen le jugeant quant à elle, tout à fait compatible. Et s'il a prononcé un laïus pseudo-social, il a « oublié » la question du nucléaire ! Il est évident que le personnage, qui a certes pu amener quelques téléspectateurs à se sensibiliser à l'environnement, est avant tout un représentant de cette écologie du bon sentiment, qui joue de la fibre émotionnelle pour mieux culpabiliser tout un chacun devant les merveilles de la nature menacée, en omettant les inégalités et sans dénoncer la responsabilité des multinationales, des gouvernements des pays les plus riches, en bref du fonctionnement du capitalisme en quête perpétuelle de profits. Les réactions dans la sphère de l'écologie large sont mitigées. Pour caricaturer, on pourrait dire que les électeurs d'ÉÉ-LV auront le choix entre une candidate dite de gauche (Éva Joly) mais qui n'est pas identifiée comme écologiste et un candidat dit écologiste mais qui n'est pas de gauche. Car Hulot semble bien se situer « au centre », c'est-à-dire à droite. Sa position fait écho à celle de Cohn-Bendit et à bien d'autres qui, au sein d'ÉÉ-LV, estiment que l'écologie ne doit pas être partisane et qui croient pouvoir confondre la notoriété usurpée de Hulot comme écologiste avec la possibilité de construire une alternative politique écologiste. Cette tendance semble faire d'ÉÉ-LV une machine électorale dont tout positionnement est dicté par les échéances et la recherche d'une notoriété policée, comme dans la mobilisation antinucléaire actuelle où nous peinons à créer une mobilisation et un rapport de forces pour imposer sa sortie dès maintenant. Les militants écologistes sincères, clairement situés à gauche et qui ne se reconnaissent pas dans cette imposture tant sociale qu'écologiste, risquent d'avoir du mal à avaler la pilule. Comme il l'a montré dans ses émissions à audimat et source de profits, Hulot fait confiance aux entreprises du CAC 40 pour résoudre les problèmes de la planète et n'a pas pour projet le partage des richesses ! L'exploitation médiatique de l'écologie, la soumission de ses idéaux à des accords avec le PS et au centre et pour finir la défense d'une écologie d'adaptation au capitalisme soulignent la nécessité d'une organisation et d'une candidature alliant clairement l'écologie, la sortie du nucléaire et l'anticapitalisme, dans une perspective écosocialiste.

Catherine Faivre d'Arcier

PROSTITUTION
Répression et mise au ban

L'UMP et le PS se servent de l'argument de la dignité pour réprimer et mettre encore davantage en danger les prostituées.

Comme pour la pénalisation du racolage, celle des client nous est livrée avec l'argument que ce serait pour la dignité de « la » (sic!) femme. Les femmes migrantes sous la coupe de proxénètes sont prises à parti par ce discours répressif, quand des politiques (UMP et PS) nous disent qu'on « ne peut pas laisser faire ça » alors même qu'aucun moyen sérieux n'est octroyé à la lutte contre le proxénétisme de contrainte ou la traite. La prostitution peut s'exercer sous de multiples formes. On peut être dans la prostitution par choix contraint (par exemple pour des raisons économiques) puis choisir d'y rester. De même, dans la contrainte, il existe des cas où la personne est sous la coupe d'un proxénète qui laisse une certaine marge de liberté dans l'exercice de la prostitution. Pour les migrantes, les choses sont encore plus complexes : une migrante sans papiers, venue d'elle-même se prostituer en France, peut se retrouver contrainte par un proxénète ; une autre qui veut s'installer en France et doit rembourser son passeur, exerce la prostitution à cette fin et se libérera une fois sa dette acquittée ; une autre encore qui travaille comme femme de ménage, peut se résigner à la prostitution pour survivre, etc. Dans toutes ces situations, la loi de pénalisation du racolage et le système d'octroi de papiers conditionné à la reconnaissance de la culpabilité n'aident pas les travailleurEs du sexe. De même, la chasse aux sans-papiers et le peu de possibilités de travailler offertes aux femmes migrantes n'incitent pas à sortir de la prostitution. La pénalisation des clients dégradera encore plus leurs conditions de travail en les rendant encore plus précaires et vulnérables. Que la cible soit le/la travailleurE du sexe qui racole, ou les clientEs, le résultat est le même : mobilité accrue, mise hors de portée

des associations de terrain, éloignement des structures de soins, de dépistage, de prévention. Rendre les travailleurEs du sexe invisibles accroît leur exposition aux violences policières ou de la part de certains clientEs. Dans son avis rendu le 16 septembre 2010, le Conseil national du sida s'alarme des conditions de travail dégradées des prostituées et évoque une « absence de cohésion des politiques publiques au détriment de la santé ». Dans ses recommandations, le CNS préconise de rendre la visibilité aux travailleurEs du sexe, afin qu'ils/elles aient accès à la prévention et aux soins.

Quand le PS et l'UMP s'allient pour pénaliser ensemble les clientEs, c'est au détriment des enjeux de santé publique. Les tenants de la réglementation du travail sexuel savent bien que le modèle de réglementarisme proposé dans certains pays d'Europe comme l'Allemagne et les Pays-Bas ne sont pas satisfaisants car ils n'ont pas délivré les femmes de la traite, les migrantes continuent d'exercer dans l'illégalité, et surtout des entreprises s'enrichissent sur le « ventre » des femmes. Ce qu'ils demandent c'est qu'on arrête de criminaliser le travail sexuel, qu'on lutte réellement contre ceux qui exploitent les hommes et les femmes qui l'exercent et qu'on les écoute parler de leurs conditions de



travail. Comme pour toutes luttes, c'est aux personnes concernées de définir les moyens, les outils et de forger les discours qui vont conduire à leur émancipation, c'est aux travailleurs et travailleuses sexuels de dire quel est leur conception de la dignité dans le travail qu'ils et elles exercent. Il serait anti-féministe d'imposer des valeurs comme la dignité à un groupe de femmes actuellement opprimées en leur disant que leurs conditions de travail et de vie vont être dégradées mais pour leur plus grand bien. Ce qui assure l'indépendance des femmes c'est de garantir le libre arbitre dans l'exercice

de la prostitution et de s'assurer de ses bonnes conditions d'exercice (santé, sécurité, droits sociaux et moyens financiers).

Malika Amaouche (coordinatrice du collectif Droits & prostitution) et **Cécile Lhuillier** (coordinatrice Droits sociaux / Accès aux soins, Act Up-Paris)

1. www.cns.sante.fr/IMG/pdf/2010-09-16_syn_fr_prevention-3.pdf

LE PROGRAMME DE OUATTARA



L'impérialisme français rentabilise la guerre

CÔTE D'IVOIRE. L'arrestation de Gbagbo ne résout pas le conflit meurtrier qui sévit dans le pays. En outre, le soutien intéressé de la France à Ouattara va imposer une nouvelle dette aux Ivoiriens et faire les affaires des multinationales françaises.

La polémique continue de faire rage autour de la capture de Laurent Gbagbo, l'ancien président de Côte d'Ivoire. Ses partisans affirment que ce sont les soldats français du dispositif Licorne qui l'ont fait prisonnier. Les porte-parole d'Alassane Ouattara mais aussi de la France et de l'Onuci démentent, en s'en tenant à la version d'une opération menée entièrement par les hommes des Forces nouvelles rebaptisées Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) de Ouattara.

En tout cas, sans les bombardements massifs aériens et terrestres du dispositif Licorne de l'armée française et de l'Onuci, les Forces républicaines n'auraient pas réussi à capturer Gbagbo ni vraisemblablement gagné la bataille d'Abidjan.

L'aide de la France et de l'Onuci ne datent pas de la résolution 1975 de l'ONU. En effet plusieurs mois auparavant, ils ont préparé cette attaque avec l'aide des gouvernements burkinabé et nigérian, fourni armes et munitions, formé et entraîné l'encadrement des FRCI et assuré la logistique tout au long de l'offensive.

Une fois de plus, ce qui était présenté comme une opération humanitaire n'est qu'une intervention militaire pour installer le protégé de l'impérialisme. Ce n'est pas nouveau, déjà les expéditions coloniales se présentaient comme des missions civilisatrices.

Dans cette bataille pour le pouvoir, Gbagbo comme Ouattara se sont conduits en seigneurs de guerre, utilisant milices, mercenaires et autres supplétifs pour terroriser les populations en perpétrant les pires exactions.

Évidemment, le bilan d'autosatisfaction de Juppé, ministre des Affaires étrangères – qui occupait le même poste à l'époque du génocide du Rwanda – souligne qu'aucun soldat français n'a trouvé la mort, mais se garde bien de communiquer le nombre de victimes ivoiriennes des bombardements français sur Abidjan.

Les populations civiles continuent de vivre la peur au ventre dans des conditions extrêmement difficiles, tant pour ceux qui sont restés en Côte d'Ivoire que pour les réfugiés.

Les opérations de ratissage des FRCI contre les milices pro Gbagbo occasionnent de nombreuses violations des droits humains et des exécutions sommaires, à tel point que les organisations humanitaires comme Human Rights Watch et Amnesty International¹ ont protesté. Dans le même temps, les partisans armés de Gbagbo se désagrègent et forment des petits groupes qui pillent et violentent la population.

Ouattara se trouve dans une situation fragile. Son élection reste contestable aux yeux de nombreux Ivoiriens, son refus dès la fin des élections d'un recomptage

ne fait qu'augmenter la suspicion. Mais surtout, Ouattara se retrouve otage vis-à-vis des chefs de guerre des FRCI. En effet, ces « Com Zone » (commandants de zone) dirigent les régions du nord du pays et s'enrichissent en imposant un racket sur toutes les activités économiques. Il sera difficile à Ouattara d'imposer un État de droit qui suppose de faire le ménage. Les forces armées qui l'ont soutenu sont loin d'être unies, comme on a pu le constater lors des affrontements à Abidjan.

Redevable aux chefs de guerre du nord du pays, il l'est aussi à l'Onuci mais surtout à la France qui veut faire de la Côte d'Ivoire un Eldorado pour les entreprises de l'hexagone, à la manière de ce qu'ont fait les USA avec l'Irak. Le gouvernement français vient de débloquer 400 millions d'euros sous forme de prêts pour la reconstruction du pays, soit plus du double de l'engagement de l'Union européenne. Ces sommes iront directement dans la poche des multinationales françaises déjà très présentes dans le pays, pendant que le peuple ivoirien meurtri par la guerre se verra obligé de rembourser cette nouvelle dette... humanitaire.

Paul Martial

1. Voir communiqué sur : www.afriquesenlutte.org

JAPON

Crise nucléaire

Vous pensiez que l'évaluation de la gravité d'un accident nucléaire était rigoureusement scientifique? Vous aviez tort; c'est (aussi) une affaire éminemment politique. Ainsi, ce n'est qu'après les élections locales que le gouvernement japonais a reconnu que celui de Fukushima atteignait le niveau 7, le plus élevé.

Tokyo a longtemps prétendu qu'il ne s'agissait que d'un accident de niveau 4, puis 5 (qui implique des rejets radioactifs « limités »). Malgré cette succession de mensonges, le parti gouvernemental a perdu les élections (mais la défaite aurait probablement été plus sévère encore si la vérité avait été dite avant). Il lui faut maintenant préparer la population à une crise nucléaire durable: il faudra, dit-on, de six à huit mois pour mettre à l'arrêt la centrale (quant au démantèlement des installations, nul ne sait ce qu'il en sera).

Les autorités nucléaires françaises laissent entendre depuis longtemps que l'accident de Fukushima était de niveau 6. Pourtant, au lieu de se réjouir de la franchise tardive de leurs homologues nippons, elles font la fine bouche. C'est que le niveau 7 évoque inévitablement Tchernobyl. Impossible dès lors d'affirmer que la « catastrophe » pourrait être évitée; force est de reconnaître qu'elle est déjà là, et depuis le premier jour. Force est d'avouer qu'une catastrophe nucléaire peut se produire dans l'un des pays technologiquement les plus avancés du monde...

L'aveu de Tokyo a été suivi d'une véritable offensive médiatique pour dire que l'on ne pouvait en rien comparer Fukushima à Tchernobyl, parce que la radioactivité libérée jusqu'à maintenant ne serait que de 10% de ce qui s'était produit en 1986. Il est bien difficile de discuter pourcentage quand les chiffres officiellement fournis manquent à ce point de crédibilité. Il est urgent qu'au Japon des associations puissent effectuer des mesures indépendantes. Les réseaux antinucléaires internationaux devraient les aider à se doter du matériel nécessaire.

Par bien des aspects, Fukushima est plus grave que Tchernobyl. Parce qu'il implique dans un même temps quatre réacteurs et non un seul. Parce qu'il dure beaucoup plus longtemps – et ne cesse de libérer de la radioactivité. Parce qu'il se produit 25 ans après, dans une centrale censée être bien mieux sécurisée – et au Japon, pas dans un État en crise comme l'était alors l'Ukraine soviétique.

En attendant pendant un mois sur la gravité de l'accident, le gouvernement japonais a reporté des mesures de protection de la population et des travailleurs intervenant sur le site qu'il aurait fallu prendre en toute urgence. En noyant le poisson, les autorités nucléaires françaises et internationales tentent d'interdire tout réel débat sur la politique énergétique qu'elles imposent. Voilà le véritable problème.

Le 3 avril, Kazuyoshi Sato s'est adressé à un rassemblement non loin de la centrale. « Je me suis engagé voilà 20 ans dans le Réseau de Fukushima pour la Dénucléarisation; et nous voici aujourd'hui confrontés à une catastrophe nucléaire en cours. » Nous ne voulons pas avoir à tirer le même constat amer devant d'autres centrales, que ce soit en France, au Japon ou ailleurs. Il faut sortir du nucléaire. Maintenant.

Pierre Rousset

CROATIE Comme un air de révolution

La Croatie, petit pays de moins de 5 millions d'habitants, est en train de se soulever contre son gouvernement actuel. Grâce aux contacts réguliers avec nos camarades de l'organisation anticapitaliste et révolutionnaire Radnicka Borba, nous nous tenons informés du déroulement des événements de ces derniers mois.

Le mécontentement des Croates s'accroît de jour en jour, car la situation économique et sociale est particulièrement difficile. Le taux de chômage atteint 20%, la pauvreté touche un tiers de la population, les dettes de l'État atteignent les 40 milliards de dollars, le PIB connaît une baisse régulière. Face à cette crise, les salariés moyens ne peuvent vivre chaque mois avec leurs seuls revenus: les prix augmentent chaque jour, leur peur pour l'emploi et pour l'avenir s'installe. C'est la révolte.

La première manifestation voit le jour en février, lorsqu'un millier de personnes se sont rassemblées en face du gouvernement, place Sveti Marko. Interdite en Croatie, la manifestation est bloquée par la police qui érige des barricades et procède à des arrestations violentes et musclées. Depuis, les rassemblements fleurissent à travers les grandes villes croates comme Zagreb,

Karlovac, Split, Rijeka ou Osijek. Le nombre de participants augmente de milliers en milliers, atteignant le chiffre de 15 000 manifestants. Les révolutions d'Afrique du Nord ont très probablement encouragé le début des protestations dans le pays.

L'Union démocratique croate (HDZ) est le parti politique le plus important et le plus puissant du pays. Historiquement, il a vu le jour après la division de la Yougoslavie au début des années 1990, lors de la création de l'État indépendant de Croatie. Aujourd'hui, ce parti est devenu l'ennemi symbolique de la population et vu comme à l'origine des problèmes que rencontre le pays. Depuis la guerre civile, le HDZ a entamé une vague de privatisations massive entraînant licenciements de masse et pauvreté. Voici un exemple flagrant de privatisation: deux dignitaires du HDZ ont racheté pour 1 kuna symbolique (monnaie croate équivalente à 0,13 euro) une usine employant des milliers de travailleurs. Après l'avoir utilisée jusqu'à la ruine, ils ont licencié tous les salariés et ont revendu l'usine. Aujourd'hui, l'économie croate est paralysée, au bénéfice de personnes corrompues, responsables du vol de la classe ouvrière. L'État s'enfonce dans la dépendance vis-à-vis des banques afin d'assurer

le paiement de la dette nationale qui se creuse d'année en année. Des manifestations dans une quinzaine de villes en Croatie sont régulièrement organisées et profitent d'un soutien de l'opinion publique. Les protestations sont pacifiques, elles se traduisent par des promenades à travers la ville avec des banderoles et des slogans « HDZ voleurs, vous avez dépouillé la Croatie », « Jadranka, va-t-en », « Tous dans la rue ! », « Les usines aux ouvriers ! » Tous réclament la démission du gouvernement et notamment celle de la Première ministre Jadranka Kosor, qui s'est permise avec arrogance et le sourire aux lèvres de parler des statistiques du chômage, en soulignant qu'il y avait un fort potentiel dans le secteur des bergers, pour garder les moutons et les bovins, mais que les chômeurs refusaient de travailler.

Il semble qu'elle entend faire du peuple des bergers bien obéissants alors qu'elle et son gouvernement corrompu continuent le pillage du pays jusqu'au dernier centime.

Comme l'écrivent si bien nos camarades de Radnicka Borba à la fin de leurs tracts: « Le pouvoir au peuple et vive la révolution ! »

Mirjana Figueira

Avril 2002, avril 2002 système au rejeu

Le choc

21 avril 2002, 20 heures, les JT annoncent que Jean-Marie Le Pen est qualifié au deuxième tour face à Jacques Chirac. C'est la stupeur. À 21 h 30, Lionel Jospin, depuis son QG parisien et devant les militants socialistes dépités, déclare qu'il se retire de la vie politique.

À Paris, une manifestation spontanée réunit plusieurs milliers de personnes d'Odéon à Bastille contre le FN.

Depuis des mois, les sondages, les médias n'envisageaient qu'une possibilité pour le second tour, un duel Chirac/Jospin. La réalité est autre. L'abstention atteint un niveau inédit pour un premier tour d'élection présidentielle, avec 28,40% des électeurs qui ne se sont pas déplacés.

Chirac réalise le plus mauvais score pour un président sortant sous la V^e République avec 19,86% des voix. Le Pen est à trois points avec 16,86% et Jospin arrive 3^e avec 16,18% des voix.

Seize candidats étaient en lice, dont cinq participaient au gouvernement de gauche plurielle et trois d'extrême gauche. Pourtant, le PS a reproché à l'extrême gauche, qui avait dénoncé et son bilan et son programme, de l'avoir fait perdre et d'avoir porté Le Pen au deuxième tour.

La gauche social-libérale était déjà incapable de se rendre compte que son action au gouvernement était désavouée par la population.

Pourtant, le mandat de Jospin a été une longue litanie de renoncements. Celui qui manifestait en avril 1997 contre la fermeture de Renault Vilvoorde l'acceptait comme Premier ministre (alors que l'État était actionnaire de Renault), à peine nommé en mai 1997. Lorsque Michelin déclenchait un plan social tout en faisant des bénéficiaires, il déclarait «*L'État ne peut pas tout*». La loi sur les 35 heures, mesure phare de la gauche plurielle, n'était pas accompagnée d'une obligation d'embauches et ouvrait la voie à une revendication récurrente du Medef, l'annualisation du temps de travail. Son résultat a été, bien souvent, plus de boulot et une modération salariale pour tous.

Évidemment, la gauche n'a jamais remis en cause la réforme de Balladur de 1993, qui faisait passer la durée de cotisation pour la retraite pour les salariéEs du privé à 40 ans et le calcul de la pension sur les 25 meilleures années au lieu de dix, ce qui a eu pour résultat de faire baisser les pensions.

En cinq ans, le gouvernement Jospin a davantage privatisé que les gouvernements Juppé et Balladur réunis.

Et comble de l'aveuglement, Jospin a démarré sa campagne en déclarant que son «*programme n'était pas socialiste*»!

Le choc Le Pen a eu plusieurs conséquences : la gauche a largement appelé à un front républicain et Chirac a été élu avec 82% des voix. Il est ainsi passé du plus mauvais score au premier tour, au meilleur pour le deuxième, ce qui lui a donné une légitimité qu'il avait totalement perdue.

Les élections suivantes ont été dominées par la peur et l'injonction au «*vote utile*» est devenue incontournable.

Enfin, et seul moment de réconfort dans cette période, le soir même et pendant les jours qui ont suivi, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le FN, jusqu'à la manif du 1^{er} mai qui a rassemblé près de 2 millions de personnes à Paris.

Néanmoins, on peut dire que le 21 avril a été le paroxysme de la crise des institutions qui n'a pas cessé depuis.

Élections piège à... ?

À chaque élection, il est devenu incontournable de s'interroger sur le rapport des Français à la politique. L'abstention et le vote «*Front national*» sont des éléments utilisés pour juger le degré de refus de la politique politicienne par les électeurs. Et beaucoup de tirer des leçons des statistiques qui valident leurs hypothèses. Par exemple, pour «*prouver*» que le Front national progresse de façon angoissante, certains ne s'appuient que sur les suffrages exprimés, d'autres réussissent

le tour de force de compter avec les voix des abstentionnistes ! Pour montrer que le Front reste stable, il «*suffit*» de calculer à partir des inscrits en «*oubliant*» les cantons où le FN n'avait pas de candidats. Mais en regardant d'un peu plus près (ou d'un plus loin...) les tendances lourdes sont incontournables. Ainsi sur l'abstention et les votes pour le FN parmi les électeurs inscrits et exprimés :

Cantonales	1958	1979	1981	2004	2008	2011
Abstention	32,6%	34,6%	34,5%	36,9%	35,1%	55,6%
FN inscrits			4,3%	7,7%	3,1%	6,7%
FN exprimés			6,8%	12,1%	4,8%	15,0%
Européennes	1984	1989	1994	2004		
Abstention			51,3%	47,3%	57,2%	
FN inscrits			23,2%	19,8%	20,2%	
FN exprimés		10,9%	11,7%	10,5%	9,8%	
Municipales	1959	1977	1989	2001	2008	
Abstention	25,2%	21,1%	27,2%	32,6%	33,5%	
FN inscrits				0,2%	0,06%	
FN exprimés				1,1%	0,5%	
Présidentielles	1965	1974	1988	1995	2002	2007
Abstention	15,2%	15,8%	18,9%	21,6%	28,4%	16,2%
FN inscrits		0,62%	11,4%	11,4%	13,4%	8,2%
FN exprimés		0,75%	14,3%	15%	17,9%	10,4%
Législatives	1958	1968	1981	1988	2002	2007
Abstention	22,8%	20%	29,1%	34,3%	35,6%	39,5%
FN inscrits			0,02%	7,1%	6,9%	2,7%
FN exprimés			0,3%	8,8%	11,3%	4,7%
Référendums	Constitution 1958	Algérie 1962	Régions/Sénat 1969	Maastricht 1992	Quinquennat 2000	TCE 2005
Abstention	15,1%	23,5%	19,4%	30,3%	69,8%	30,6%

La croissance de l'abstention est systématique, relativement régulière et touche tous les scrutins. Le passage de la «*gauche*» au gouvernement en 1981 a accéléré le phénomène. Certes chaque scrutin mériterait une étude particulière prenant en compte les spécificités du moment : regroupement de scrutins, modification de périmètre ou de mode d'élection (proportionnelle pour les législatives de 1986), les consignes de vote (appels à l'abstention). L'étude des différenciations sociales de l'abstention montre qu'elle touche avant tout et massivement les couches populaires. De même le vote Front national doit être examiné de beaucoup plus près à la fois en fonction du type d'élection, des zones géographiques et des effets de ses crises internes. Les électeurs envoient à chaque élection un message politique instantané : non au Traité sur la constitution européenne, non à Le Pen, oui à Sarkozy défenseur du pouvoir d'achat. Les réservoirs de voix socio-historiques des grands partis ne sont plus étanches. Au-delà de l'abstention, les inscriptions sur les listes électorales constituent un phénomène de refus et/ou d'exclusion du système électoral. Ainsi, si les inscriptions sur les listes électorales sont relativement stables aux alentours de 90%, les inégalités sociales sont considérables. Dans les Zones urbaines sensibles, la non-inscription est en moyenne de 25%. Enfin, pour compléter le tableau, la mal-inscription : «*Véritable angle mort des études de sociologie électorale, ce phénomène recouvre des réalités diverses et affecte des populations différentes : des salariés en raison de la mobilité professionnelle, des étudiants inscrits dans la commune de leurs parents mais n'y résidant plus, ou encore des personnes issues des milieux populaires ayant déménagé dans la même commune ou à proximité. À titre indicatif,*

*la mal-inscription, dans une cité de Saint-Denis (93), celle des Cosmonautes qui a fait l'objet d'une étude approfondie, représente 28% des inscrits*¹. Enfin dernier point, encore plus aveugle, de ces réflexions, le non-vote des «*immigrés*» qui vient renforcer le caractère de désert électoral de certaines villes ou banlieues. Pour illustrer, à défaut de démontrer ou juger, pour une ville comme Argenteuil, 95 000 habitants, soit plus de 72 000 «*en âge de voter*», ce sont au mieux (élections présidentielles de 2007) 55% de ces «*majeurs*» qui ont voté au 1^{er} tour et, avec 17 000 voix, cela fait 23% pour Sarkozy ; pour les municipales de 2008 cela donne 15 000 voix et 20% pour le maire PS. Vous avez dit représentatif ? On peut sûrement trouver mieux du côté de Neuilly, mais aussi trouver pire du côté de Clichy-sous-Bois par exemple. L'exclusion sociale génère l'exclusion politique. Ce phénomène est en partie lié à l'effondrement des réseaux sociaux, associatifs, militants au fil des 30 dernières années. L'effondrement du PCF (en Île-de-France notamment), voire du PS (dans le nord de la France par exemple), avec toutes les contradictions de ces réseaux, ont laissé en friches, voire en désert militant bien des banlieues depuis les organisations de quartiers en passant par les associations de parents d'élèves et même les organisations syndicales. Élections, émeutes sporadiques, affrontements de bandes... montrent le fossé qui existe entre les habitants des quartiers populaires et la politique institutionnelle. Les chemins de la révolte à la révolution sont à inventer tous ensemble.

1. Étude du Centre d'analyse stratégique n° 49 du 12 mars 2007.

2012 : du rejet du État de la politique

Abolir la 5^e République

La 5^e République est née d'un coup de force en 1958. L'insurrection européenne pro-Algérie française et les principaux chefs de l'armée ont abattu la 4^e République qui n'avait que douze ans. Mais en réalité, c'est avec un peu plus de 80 ans de régime parlementaire que, brutalement, une rupture s'opère afin, selon les vœux exprimés depuis la Libération par le général De Gaulle, de construire un État fort permettant d'engager sur de multiples fronts la modernisation de l'État capitaliste français : l'achèvement de la décolonisation, l'insertion dans le marché commun et la construction d'un tandem franco-allemand, la modernisation économique... Ce qui impliquait au sein même des élites de l'État et du capitalisme une réconciliation tant celles-ci avaient participé à la collaboration et au régime de Vichy. Et également d'écarter le mouvement ouvrier réformiste du pouvoir pour près de 23 ans !

François Mitterrand n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer le caractère antidémocratique de ces institutions dans le *Coup d'État permanent*. L'union de la gauche post-68, arrivée au pouvoir en 1981, porte des aspirations démocratiques contradictoires avec les institutions autoritaires du gaullisme. Pourtant Mitterrand, le PS et le PCF ne toucheront pas à ces institutions qui du coup sortiront légitimées à l'issue des quatorze années mitterrandiennes (un record de longévité sous la 5^e), par ceux et celui qui les avaient vouées aux gémonies. Ainsi cette idée selon laquelle « il est plus démocratique d'élire un Président au suffrage universel direct » s'est installée dans la population alors même que De Gaulle s'y était repris à deux fois pour l'imposer en 1962, en profitant de la fin de la guerre d'Algérie. Cette installation de la gauche dans un régime de plus en plus présidentiel accompagne une évolution également de plus en plus ouvertement favorable au capitalisme. Car les mêmes institutions, qui avaient permis, à l'ombre d'un État fort et interventionniste, la construction d'une noblesse d'État capitaliste, vont également jouer leur rôle dans l'insertion de la classe dominante française et de ses principales entreprises au sein de l'Union européenne et de la mondialisation. Une insertion qui sur trente ans a été menée par les gouvernements de droite et de

gauche, protégés par les institutions d'une intervention et d'un contrôle populaire.

« Les institutions étaient dangereuses avant moi, elles le redeviendront après moi ». Cette déclaration de François Mitterrand est donc parfaitement emblématique du refus de la gauche de modifier la Constitution et de la modestie qui accompagne la fonction. En gros, l'organisation du pouvoir est neutre : si le gouvernement est de droite, ces institutions peuvent être dangereuses, s'il est de gauche, le danger s'efface. Pourtant leur dangerosité est contenue dans la formule florentine de François Mitterrand.

Par rapport à des institutions comparables, celles d'États capitalistes développés dotés d'institutions représentatives, l'exemple français n'est pas flatteur :

- Un régime de plus en plus présidentiel renforcé par le quinquennat. Le Président dispose, par exemple, d'un droit de nomination très large (8 500 postes) et, par l'article 16 (unique en son genre), de la possibilité en cas de crise de s'octroyer les pleins pouvoirs ;

- Le Parlement est faible, composé de deux chambres élues toutes deux par des modes de scrutin antidémocratiques : le Sénat a toujours été à droite en dépit des alternances, à l'Assemblée nationale le scrutin majoritaire permet au parti du Président de disposer de la majorité des sièges avec seulement un tiers des votes exprimés en sa faveur. Un Parlement godillot de surcroît, contrôlé et contourné par le gouvernement selon différents mécanismes constitutionnels (maîtrise de l'ordre du jour, article 49-3...);
- Les citoyens et les travailleurs disposent de possibilités d'intervention dans la définition de la politique quasi nulles.

De fait, ces institutions participent en France au mouvement général de dessaisissement qui vide la démocratie représentative de son contenu, car la réalité du pouvoir s'exerce loin du peuple dans les gouvernements, les institutions internationales ou continentales non élues, les banques et les conseils d'administration des grandes firmes capitalistes.

Avec un chômage massif, une précarité des conditions de vie qui s'étend à l'ensemble du monde du travail et à différentes classes d'âge, l'abstention record sanctionne à chaque élection des institutions qui ne représentent pas la société.

La rupture avec le capitalisme est une nécessité sociale et écologique. Elle s'accompagnera d'une rupture démocratique : elle ne pourra faire l'économie d'une abrogation des institutions de la 5^e République, d'une abolition du régime présidentiel. Une telle rupture implique un haut niveau de mobilisation et d'organisation : le surgissement du peuple pour revendiquer l'élection d'une assemblée constituante à la proportionnelle intégrale afin de définir les voies et les moyens d'un système émancipateur permettant l'intervention de la population et du monde du travail dans les affaires publiques.

JE CROIS
EN LA POLITIQUE
MAIS JE NE
PRATIQUE PAS !



FANLOUR

Face à l'État et aux institutions, que veut le NPA ?

Le plus simple est de revenir aux principes fondateurs adoptés en février 2009 : « En finir avec le système capitaliste suppose à la fois un bras de fer de longue durée, la force du nombre et une rupture avec l'État et les institutions dont il s'est doté. »

Le premier niveau est celui « des exigences démocratiques radicales pour s'opposer aux excès et dérives des institutions répressives (police, justice, prisons, armée...) ». Cela inclut la mise en cause des « institutions antidémocratiques de la 5^e République (révocabilité des élus, représentation proportionnelle dans les assemblées...) ».

Une mise en cause que le NPA peut parfaitement s'appliquer à lui-même sans attendre, comme le précisent ses « Statuts provisoires » : « Les fonctions électives ne devant pas être source d'enrichissement, ces sommes et d'éventuel avantages fiscaux sont reversés au parti au niveau national [...] Le non-cumul des mandats est un principe absolu. Le NPA a comme règle que les élus ne fassent pas plus de deux mandats consécutifs [...] Les élus doivent coordonner leur action, leur intervention dans les institutions doit être maîtrisée à tous les échelons adéquats par les instances du parti ». Cela afin d'éviter autant que possible les dérives et l'intégration dans le cadre des institutions de la bourgeoisie.

Supprimer un instrument au service de la domination de classe

En même temps, l'État ne se réduit pas aux seules institutions de la 5^e République, il a en quelque sorte une nature de classe : « Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population. »

Il ne suffit pas en effet de changer de majorité à l'Assemblée nationale pour changer de politique, car l'État c'est également un appareil de répression qui a sa propre autonomie, ainsi que la haute fonction publique liée de mille façons aux sphères de la classe dirigeante.

Pour peu que l'on empiète sur le droit de propriété privée, il faudra alors envisager une véritable confrontation avec la bourgeoisie et son État : « Une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes. [...] Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme. [...] Notre choix pour y parvenir mise exclusivement sur l'expression et la mobilisation majoritaire. Tout en annonçant clairement à l'avance que nous chercherons à organiser l'auto-défense des travailleurs [...] sans hésiter à sortir du cadre érigé de la légalité pour obtenir satisfaction... »

La démocratie jusqu'au bout

Mais les citoyenNES sont aussi des travailleuses et des travailleurs : « Pour nous la démocratie ne s'arrête pas à la porte des entreprises, c'est aux salariéES de décider de leurs conditions et de leur organisation de travail ».

La question sociale et la question politique sont entièrement imbriquées : « C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de forces issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement qui imposera des mesures radicales en rupture avec le système et engage une transformation révolutionnaire de la société ».

Mettre les luttes au cœur de notre projet a aussi un aspect fondamentalement démocratique. Car mettre en place une véritable démocratie dans les luttes, c'est commencer à faire le lien avec les nouvelles formes du pouvoir qui pourraient émerger lors de la rupture révolutionnaire : « L'objectif de notre parti n'est pas de prendre le pouvoir par et pour lui-même. Nous combattons dès maintenant et partout pour l'auto-organisation des luttes afin de préparer le renversement de la société capitaliste et l'autogestion par les travailleurs et la population ».

C'est donc bien par en bas et non par en haut que se feront les vrais changements. En ce sens, le choix du NPA n'a vraiment rien à voir avec celui de la politique institutionnelle !



www.guerilla-gardening-france.fr

Le printemps est là, avec son lot de plantes fleurissantes... Mais depuis 2004, c'est au pied des tours que ça pousse grâce à Richard Reynolds et son site international, Guerrilla Gardening. Les actions qu'il mène avec ses guerrilleros nous rappellent qu'aujourd'hui l'heure est à la survie alimentaire aux quatre coins de la Terre... Les disciples de la Guerrilla Gardening organisent aussi des journées symboliques comme celle du 1^{er} mai « international sunflower guerrilla gardening day », dont le but est de fleurir des espaces publics, promouvoir les énergies vertes sous une forme originale et améliorer sa propre qualité de vie... Il est donc grand temps de planter des tournesols !

L'essai

INSOLVABLES !

LETTRE D'ESPOIR
AU MONDE QUE J'AI QUITTÉ

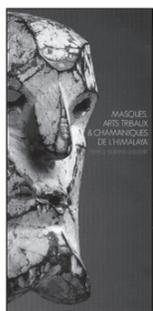
Flammarion
64 pages
4 euros



Tout est à nous : principe tous les jours démenti par les faits. « Rien ne peut être à soi quand il faut s'endetter pour pouvoir l'obtenir, et s'endetter encore pour vouloir le garder... Rien ne peut être à soi, rien ne peut être vrai, dans ces décors désarmants de béton et de carton-pâte que nous construisons à crédit, à l'orée de la misère du monde, angoissant chaque mois de ne pouvoir les rembourser... » L'auteur anonyme de ce petit livre affirme avoir goûté toutes les aises de la vie bourgeoise « à la française » avant de glisser jusqu'au bout de la spirale du surendettement. Devenu insolvable, il a résolu de finir ses jours sur les rives du Mékong (peut-être pour échapper aux banquiers), n'y possédant à peu près rien d'autre que le papier sur lequel il a écrit cette lettre ouverte, et où il déduit de son témoignage individuel un programme appelant à la mobilisation collective. Les premières cibles en sont les banques, puis tout ce qui les rend florissantes dans le mode de production et de vie capitaliste. En si peu de pages, il ne peut être question d'analyse, seulement de rappels de ce que tout le monde sait et cherche souvent à oublier, au moins dans les pays « riches ». Mettre les banques et toutes leurs dépendances hors d'état de nuire réclame de se rendre collectivement « insolvable », au moyen d'une « épargne solidaire et saine » jointe au « refus d'emprunter dans un complexe ignoble », et de passer à une « sobriété responsable » appuyée sur une « anticipation lucide et pragmatique ». Telles sont les « armes citoyennes » proposées par l'auteur devant une situation générale désespérée, à l'instar du Mékong et de ses riverains qu'il évoque aussi au passage, sacrifiés à l'industrie mondiale de la crevette. Sa Lettre d'espoir ne dit pas seulement « indignez-vous », elle invite clairement à la désobéissance collective et à l'extinction de « l'Homo Capitalis », appel que *Tout est à nous !* ne pouvait manquer de relever.

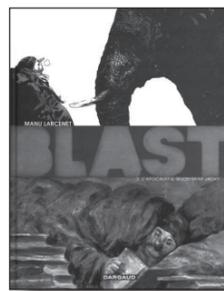
Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



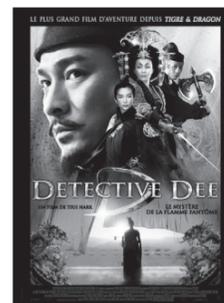
EXPO MASQUES, ARTS TRIBAUX & CHAMANQUES DE L'HIMALAYA

Espace Durand-Dessert Paris
Réalisée en collaboration avec le musée Guimet, cette expo vous révélera l'art des peuples tibétains à travers des masques issus de temples mais aussi de lieux dangereux de la vie de tous les jours (ponts vertigineux, cols de très haute altitude). L'ensemble de cette collection est remarquable par sa qualité comme par sa diversité. La statuaire, tenue à l'écart des grandes expositions, est ici mise à l'honneur. Des collections particulières complètent cet ensemble de l'art himalayen, notamment dans le domaine du chamanisme et des textiles. Quatre séries de photos, dont celle intitulée : *Le Tibet de Jean Mansion* (célèbre reporter de l'ex-ORTF) situent ces œuvres dans leur contexte. Une sélection de livres et de catalogues liés aux œuvres exposées est disponible à la librairie de l'Espace.
S. Chardon



BD BLAST, L'APOCALYPSE SELON SAINT JACKY, Tome 2.

Manu Larcenet
Dargaud / 22,90 euros
Dans cet album, Larcenet retrace le parcours de Polza Mancini, devenu vagabond volontairement après avoir abandonné sa famille. Le récit, en noir et blanc, contraste avec les moments très colorés de « blast », une sorte d'hallucination sensorielle que vit le personnage principal. Polza Mancini a commis un crime, on ne sait ni pourquoi ni comment, et il est interrogé par la police en garde à vue. Il raconte à son rythme son parcours d'errance à des policiers qui l'écoutent patiemment pour comprendre ce qui s'est passé. Entre fantastique et social, cette histoire prend son envol dans ce deuxième tome, après un premier tome un peu difficile à suivre.
Sylvain Pattieu



FILM DÉTECTIVE DEE, LE MYSTÈRE DE LA FLAMME FANTÔME

Tsui Hark
Genre polar, qui fait penser au célèbre Juge Ti (l'enquêteur est un juge, l'action au Moyen Âge). Genre fantastique : la rationalité des enquêtes tolère parfaitement les combattants qui s'envolent, les visages qui se déforment, les animaux qui parlent, etc. Genre superproduction : décors somptueux, figurants par milliers, tout cela pas gaspillé : on a le souffle coupé, indiscutablement. Peut-être une interprétation politique : le Hong Kongais Tsui Hark fait son film à Pékin, et l'idéologie finale, c'est que le pouvoir, bien sûr, c'est pas bien, mais que s'y opposer, c'est pire. On peut critiquer Mao, mais il faut soutenir le pouvoir en place.
Paul Louis Thirard



MUSIQUES TRÉSORS DE LA CHANSON JUDÉO-ARABE

Buda records
Difficile à imaginer aujourd'hui, mais les chanteurs et chanteuses juifs occupèrent une place de choix dans les divers registres des musiques populaires du Maghreb. On pense évidemment au regretté Lili Boniche, capable de réconcilier français et arabe dans *Alger, Alger*. La fabuleuse Reinette l'Oranaise modernisa le répertoire arabo-andalou. En Tunisie sévit El Kahlaoui Tounsi, qui tourna avec Harry Belafonte dans les années 1950. Du Maroc rayonna Zohra Al-Fassia, une des pionnières du malhoun, style typiquement marocain. Loin d'exercer leur talent uniquement pour leur communauté, ces artistes, aussi bien dans leur collaboration que dans l'héritage qu'ils défendaient, s'adressaient largement à toute la population qui recevait leurs chansons comme le témoignage d'une culture commune. Aujourd'hui, n'en reste souvent que le souvenir radieux, compilé ici avec goût et nostalgie.
King Martov

LIVRE Edwy Plenel met le présidentielisme en procès

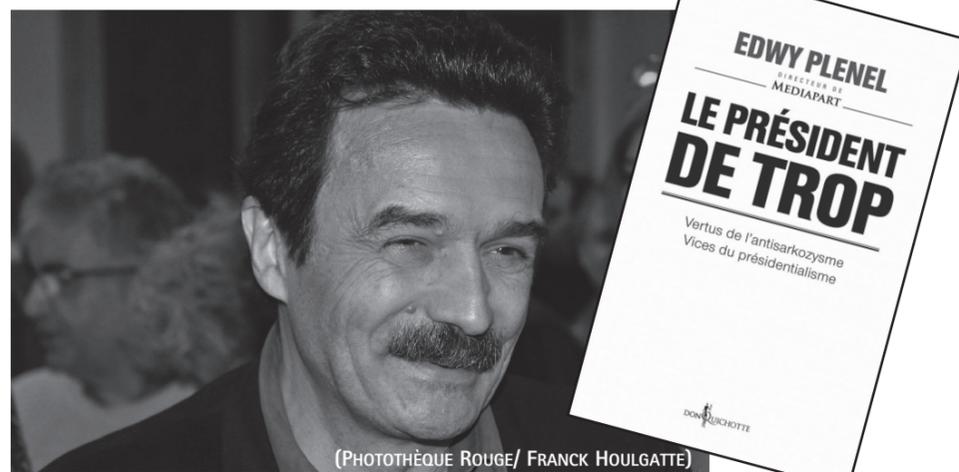
Dans ce livre, recueil d'articles récents, le fondateur de Mediapart s'appuie sur les méfaits de Sarkozy depuis le début de son mandat, pour mettre en cause le fonctionnement de la V^e République qui autorise toutes les dérives du pouvoir.

Fondateur du journal en ligne *Mediapart*, Edwy Plenel (EP) a eu la bonne idée de rassembler dans ce volume ses chroniques et articles des dernières années. Esprit critique et insoumis, EP met sa plume brillante et acérée au service d'un objectif important : résister à l'air du temps. Le fil conducteur du livre c'est « le Président de trop », Monsieur Nicolas Sarkozy – mais aussi, au-delà du personnage, le système du présidentielisme français, cette sorte de monarchie bonapartiste corrompue. La politique du sarkozysme est au service des appétits voraces des plus grandes fortunes de l'hexagone : le nouveau président est leur homme. Non seulement leur ami, mais aussi leur représentant, leur obligé, leur fondé de pouvoir. Dans ce berlusconisme à la française, le règne de l'argent s'affiche sans vergogne, en forçant le trait dans le tape-à-l'œil et le clinquant. Ce qui rend d'autant plus ridicule le discours des raliés de la dernière heure, les ministres « de gauche » ; ce débauchage révèle en négatif, souligne EP, les ambiguïtés de la gauche de gouvernement : « une gauche sans question sociale, c'est ce qui reste quand on a renoncé à la question de la justice et de l'égalité » (Daniel Bensaid, cité par EP). Tout cela rappelle irrésistiblement Napoléon III, cette caricature grotesque du premier Bonaparte, dont se réclament, sans complexe, Sarkozy et ses plumitifs. Dans un premier moment, notre éditorialiste s'inspire du célèbre pamphlet anti-bonapartiste de Victor Hugo, *Napoléon le Petit*. Mais, comme il le reconnaît peu

après, cet opuscule vindicatif n'est pas la lecture la plus éclairante : « on recommande plutôt *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1852) de Karl Marx* », ouvrage qui, sans ignorer le rôle néfaste du chef bonapartiste, analyse surtout les affrontements de classes qui ont conduit à la destruction de la Deuxième République (c'est moi qui ajoute). Notre auteur passe en revue l'affaire Bettencourt, les manœuvres xénophobes et racistes du président, l'assaut contre les libertés, et autres exemples honteux de cette démocratie de faible intensité qu'est devenue la France sarkozienne. Mais il s'intéresse aussi à des personnalités qui allument des contre-feux de résistance : François Maspero, « symbole d'intégrité, de droiture, de rigueur », Stéphane Hessel, ou

Édouard Glissant, dont l'œuvre réunit « l'acuité du visionnaire et la générosité du conteur ». Et il salue, bien entendu, avec enthousiasme, les révoltes du « printemps arabe ». Rappelant que Monsieur Strauss-Kahn avait fait l'éloge, en 2008, du « modèle tunisien », sans un mot sur le régime Ben Ali, il observe : l'insurrection tunisienne signifie le retour au premier plan de la question démocratique et de la question sociale, indissolublement. Bref, conclut-il, « le peuple tunisien nous donne l'exemple » !
Michael Löwy

EDWY PLENEL, *LE PRÉSIDENT DE TROP. VERTUS DE L'ANTISARKOZISME, VICES DU PRÉSIDENTIALISME*, PARIS, DON QUICHOTTE (ÉD. DU SEUIL), 2011, 507 PAGES, 19,90 EUROS.



(PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE)

Arrêtez les Ghosneries

L'incroyable affaire du faux espionnage chez Renault semble plus relever d'une aventure des Pieds Nickelés que des contradictions du système capitaliste dans un secteur confronté à une fuite en avant technologique pour la mise au point de la voiture de demain.

Tout a commencé en janvier avec l'annonce de la mise à pied de trois cadres du Technocentre de Guyancourt soupçonnés d'espionnage sur le dossier de la voiture électrique pour le bénéfice d'un pays étranger. Pendant que Renault porte plainte pour espionnage et corruption, les trois cadres visés portent plainte contre Renault. La bulle ne cesse de gonfler. L'inénarrable Éric Besson, ministre de l'Industrie, parle de guerre économique. La Direction centrale du renseignement industriel (DRCI) pointe du doigt la Chine, via Israël... Le n°2 de Renault, Patrick Pélata, affirme encore fin février que les accusés ont ouvert des comptes en Suisse, à Chypre et au Lichtenstein mais que les informations industrielles sont préservées à défaut des informations économiques. Carlos Ghosn, le PDG, confirme à la télévision, sans plus de preuves, la culpabilité des trois cadres. Mais rapidement tout se dérègle. Les «preuves» restent introuvables, une manipulation par des responsables du service de sécurité commence à faire la une des médias. Tout le monde fait machine arrière : la direction de Renault envisage la réintégration des cadres soupçonnés, Lagarde et Fillon exigent que toute la lumière soit faite et bientôt Pélata envisage de proposer sa démission. Finalement les dossiers s'avèrent complètement vides, Renault s'apprête à verser 11 millions d'euros aux cadres mis à pied et Pélata est déplacé. Comme dans les mauvais films d'espionnage, nul ne sait finalement qui a manipulé qui, ni pourquoi. Mais au-delà du ridicule qui se dégage de cette affaire, il faut bien s'interroger sur les conditions qui ont permis son développement.

Ce que révèle l'affaire

Tout d'abord, comme dans toutes les grandes entreprises, c'est l'accès aux postes de direction de dirigeants complètement étrangers à l'activité de l'entreprise, spécialistes des marchés financiers pour lesquels le suivi des cours de la bourse constitue la boussole de leur mode de management. Ensuite c'est la généralisation de cette logique du profit, des gains immédiats à l'ensemble de l'appareil de direction et de gestion de l'entreprise. Tous les cadres hiérarchiques supérieurs se sentent porteurs des obligations de résultats financiers de l'entreprise. En ce qui concerne le fonctionnement quotidien, l'externalisation de multiples services – tels que la maintenance, l'entretien, la logistique, l'ordonnancement, la sécurité, voire les



Renault doit être la priorité des salariés mais l'inverse est nettement moins vrai... (PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

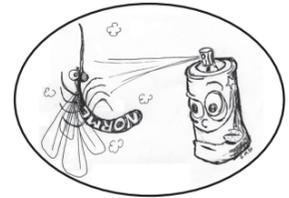
fonctions de ressources humaines – accroît la désorganisation de l'entreprise tout en détériorant les relations sociales. Même l'activité principale des entreprises, le «cœur de métier», fait l'objet d'externalisation, sous-traitance, avec des milliers de sous-traitants «sur place», CDD, intérimaires, etc. Toute la palette du précaire qui permet de diviser les salariés, de faire pression sur les salaires et les conditions de travail. Cet éclatement de l'entreprise nuit gravement à la santé des salariés comme le montre l'augmentation des maladies professionnelles – notamment des troubles musculo-squelettiques – et des «risques» psycho-sociaux révélés par les suicides. Cette ambiance où règne trop souvent le chacun pour soi pousse aussi certains à faire du zèle. Intox ou pas, les responsables du service de sécurité ont peut-être voulu en faire trop et trop vite pour montrer leur efficacité. Mais que dire, que penser, du comportement du directeur juridique Christian Husson qui, interrogeant l'un des cadres mis à pied, répète, avec un ton d'interrogatoire policier : «Soit tu me la joues, "commissaire Moulin et le suspect qui nie tout", soit tu atterris dans plus de discernement. Les actes en question : nous savons qu'il s'agit de corruption. Nous savons que ça concerne des intérêts étrangers concurrents, et probablement en bande organisée. Et donc, c'est

très grave». Pélata a servi de fusible pendant que Ghosn, garant de l'unité Nissan-Renault, reste épargné provisoirement par les actionnaires dont l'État français. Pour les salariés, restent, dans ce climat pourri, les inquiétudes liées aux restructurations, les menaces de fermetures de sites et le blocage des salaires.

Mais faut-il, a contrario, regretter le temps de l'esprit «Renault», comme il y avait l'esprit «Peugeot» ou «Michelin» où se mêlait paternalisme et complicité syndicale? Le silence et l'invisibilité des représentants syndicaux (CGE-CGC, CGT, FO) aux conseils d'administration qui se sont tenus tout au long de l'affaire de l'espionnage illustrent les limites de ce consensus au nom des intérêts de l'entreprise et de la défense de l'emploi. Il n'y a pas de solution dans l'accroissement des responsabilités des cadres ou une démocratisation de la direction des entreprises. Le capitalisme porte en lui la division technique et sociale du travail tout autant que la logique du profit. C'est pour mettre fin à ces logiques que nous luttons. Pour une société où les travailleurs et les usagers décideront de ce que l'on produit et de comment on le produit.

Robert Pelletier

Normicides



«Vous comprendrez quand vous aurez des enfants» c'est ce que j'ai entendu dans mon établissement scolaire, à la suite de la projection d'un film prétendu pas adapté à un «jeune» public (*Parle avec elle*, d'Almodovar), et devant mon absence manifeste d'émotion. Ah bon? Tant que je n'aurai pas changé les couches d'une progéniture hurlante... je ne serai pas un être accompli ou complet. Par contre, une fois chose faite, je pourrai à l'envi choisir ce qui est bon pour mon rejeton et les vôtres, les formater et surtout, oui surtout, ne pas éveiller leur sens critique. Soit. Cependant, on ne m'a pas dit ce qu'il adviendrait si j'avais l'idée saugrenue de ne pas avoir d'enfants. Mais suis-je bête : c'est impossible! Qui ne voudrait pas d'enfant serait vraiment un monstre d'égoïsme... Et pourtant, je ne suis pas sûr d'en vouloir. Il faut dire que je cumule les handicaps : mère nature ne permet pas à deux hommes de procréer et j'ai pourtant essayé. Et si l'envie me venait d'adopter, c'est un parcours du combattant qui m'attend, semé d'embûches et de mensonges. Je devrais bien sûr trouver une mère potentielle, puisqu'on n'aurait pas l'idée de confier un enfant à autre chose qu'un couple hétéro. Tremblez donc, gens normaux-normés : vos enfants risquent de tomber dans mes griffes! En bon produit de l'Éducation nationale, je m'occupe de générations entières d'élèves, victimes de la reproduction sociale (si, au passage, on pouvait me présenter les parents, j'aurais deux mots à leur dire...), alors merde, je sais de quoi je parle!

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent, et d'inviter chacunE à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Piss Christ. S. M. (Vaucluse) : La polémique concernant le grand photographe américain Andrés Serrano et son œuvre Piss-Christ, a beaucoup agité les intégristes vauclusiens de «Civitas». Ils se sont rendus en groupe pour pleurer sur ce blasphème (une croix baignant dans de l'urine), avec enfants comme d'habitude (ils ont la manie de traîner leurs enfants ainsi instrumentalisés dans leurs manifestations, autour de l'avortement entre autres, avec force gesticulations doloristes à la limite de l'obscène). On a pu les voir, jupes plissées, carrés Hermès, pulls bleu roi sur le dos, socquettes blanches, vilipendant l'artiste, son œuvre et les responsables artistiques d'une expo qu'ils ont d'ailleurs mis trois mois à repérer. Bref, un appel assez sarkozien aux racines chrétiennes, à la réinstauration de la poursuite pour blasphème et autres joyeusetés catholicardes romaines qui sentent bon

l'excommunication, la croisade, le bûcher voire les dragonnades. Braves gens. Ce ne serait qu'anecdote locale si l'évêque d'Avignon, le ci-devant Cattenoz que les médias s'échinent à nommer Monseigneur au lieu de monsieur l'archevêque, n'avait pris part active à la polémique. Il faut savoir que cet archevêque très dans la ligne cathorestauratrice Jean-Paul II et maintenant Benoît XVI, a réussi en quelques mois à mettre vent debout une bonne partie de son diocèse pourtant pas peuplé de gauchistes jocistes ni animés par des nuées de prêtres ouvriers. Non seulement par son autoritarisme et ses penchants réacs mais aussi par un goût prononcé pour ses propres aises qui ont quelque peu mis à mal les saintes finances si l'on en croit les reproches adressés par ses ouailles contestataires avec qui la rupture est toujours consommée, coupant la sainte

église en deux. Le saint homme a donc publiquement encouragé la cohorte qui faisait une sorte de piquet d'incantation devant la salle d'exposition en exigeant le retrait du blasphème. Ce à quoi, évidemment, les autorités artistiques se sont refusées. Et comme ce week-end l'œuvre a été tout bonnement vandalisée, on peut à juste titre se tourner vers la mitre archiépiscopale et lui demander des comptes sur ces délits, ne serait-ce que pour incitation. Mais alors qu'une burqa avignonnaise portée sotttement par provocation et une fanatique en mal de pub qu'on ferait mieux de laisser à son délire (comme on y laisse les bonnes sœurs claquemurées dans leurs couvents) faisait la une de la presse et un passage aux journaux télévisés, on ne sent pas le vent de scandale que l'appel de l'archevêque et les méfaits de ses ouailles

devraient légitimement soulever. On n'entend pas hurler le ministre de l'Intérieur contre cette atteinte à la liberté artistique et à la liberté d'expression tout cours, à nos racines culturelles en quelque sorte. Rien (et je ne parle pas du timide ministre de la Culture). Sait-on quand même que ce catholicisme romain est aujourd'hui un bouillon de culture intégriste, fanatique, homophobe, sexiste, «reconquérant» des plus actifs, qui s'infiltre, via l'Opus Déi par exemple, dans les rouages de l'État et du corps social comme toute secte qui se respecte? Et y grignote le droit à l'avortement, les subventions pour le planning familial, la liberté de recherche scientifique, les droits acquis et demandés des homosexuels, etc. Et la liberté de la création artistique. Il faut le dire haut et fort.

Non aux gaz et huiles de schiste !

Samedi 16 avril, 2 000 personnes s'étaient donné rendez-vous à Meaux (Seine-et-Marne) pour, une fois de plus, afficher leur refus de l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schiste. Ce rassemblement réussi prenait place dans un week-end d'actions qui a vu les manifestations se multiplier. Malgré les manœuvres de l'UMP et du maire de Meaux, Jean-François Copé, qui avait revêtu sa mairerie d'une banderole « Non au gaz de schiste », les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont rappelé que la bataille n'était pas encore gagnée. Il nous faudra encore nous mobiliser pour interdire toute exploitation des gaz et huiles de schistes. Les entreprises, alléchées par les profits mirobolants qu'ils pourraient tirer de notre sous-sol, ne sont pas disposées à abandonner sans combattre. Nous savons que l'UMP et tout le gouvernement seront sensibles aux arguments de ces grands groupes. Si nous souhaitons que tous les projets soient réellement abandonnés, nous devons nous retrouver très vite dans la rue !

Toyota Onnaing : pause dans la mobilisation

Après douze jours de grève, les salariés de Toyota Onnaing (Nord) ont suspendu leur mouvement vendredi dernier. Près de deux semaines pendant lesquelles la direction a refusé toute négociation tant avec le comité de grève qu'avec les organisations syndicales. Pendant ces deux semaines, la production a été réduite de moitié malgré l'accélération des cadences sur les lignes qui tournaient. Dans le même temps, elle semait le trouble en faisant peser la menace du chômage partiel en raison des difficultés d'approvisionnement de composants venus du Japon. Pour faire payer leur incompétence par les finances publiques, au travers du chômage partiel, la direction d'Onnaing a tous les droits. Mais pour satisfaire les revendications des travailleurs, les directives viennent de la direction d'un groupe qui malgré la crise, malgré la catastrophe de Fukushima, continue d'engranger des bénéfices. Comme tous les montages industriels et financiers que constituent les groupes, la magouille financière consiste à masquer les bénéfices ici pour n'en reconnaître que là où impôts et cotisations sociales sont moins importants.

Lors de la rencontre du 14 avril, la direction a confirmé son refus de toute négociation avec les grévistes. Mais la colère demeure contre les salaires de misère et les conditions de travail. Les revendications des grévistes demeurent : 1 700 euros de prime, treizième mois, paiement des jours de grève, respect des travailleurs par les représentants de la direction.

Les travailleurs reprennent la rage au cœur mais avec la certitude d'avoir marqué de nouveaux points face à une direction peu habituée aux mouvements revendicatifs.

Les prochaines semaines de chômage partiel permettront aux salariés de se rencontrer, de débattre et de reprendre la mobilisation le plus rapidement possible après la reprise du travail à temps plein.

Les revendications demeurent. La volonté de se battre aussi.

Correspondant



BDS : halte à l'intimidation !

Le 21 mai à Beauvais (Oise), est organisé un rassemblement de soutien à des militants BDS attaqués en justice pour avoir appelé au boycott des produits Sodastream. Cette société importe des gazéificateurs fabriqués à Mishor Adoumim, située en Cisjordanie et occupée illégalement par Israël. Face au chantage et aux tentatives d'intimidation, soyons nombreux pour soutenir nos camarades et mettre fin à l'impunité du régime israélien !

La Poste Dardilly : on lutte et on gagne

Après 24 jours de grève, les facteurs grévistes de Dardilly, Écully, Limonest et Champagne-au-Mont-d'Or (à quelques kilomètres de Lyon), ont repris le travail jeudi 14 avril. Bien que les 30 facteurs et factrices sur 34 se soient mobilisés pendant plus de trois semaines, la direction faisait la sourde oreille aux revendications. Pendant quelques jours, les salariéEs de Fedex (entreprise privée concurrente de La Poste) ont participé à un mouvement qui a reçu le soutien de la population et même, avec plus ou moins d'arrière-pensées, des maires des communes concernées. Mise en place d'un tri parallèle avec l'utilisation d'intérimaires pour une distribution sauvage, refus de toute négociation, toutes les manœuvres habituellement mises en œuvre à La Poste n'ont pas découragé les salariéEs.

Enfin, devant cette obstination, la direction a fini par céder sur l'essentiel : durée du travail de 40 heures hebdomadaires sur un cycle non modulable de huit semaines qui fige la durée du temps de travail et les jours de RTT. Elle a également dû accepter le paiement en heures supplémentaires des dépassements horaires déclarés à la demande du supérieur hiérarchique (avec validation de la journée par l'agent et son encadrant), la création d'un volant de remplacement sur l'équipe « entreprises » et l'augmentation du volant de remplacement à la distribution de 16,8% à 20% (soit une position de travail). Les grévistes ont également fait supprimer quatre semaines de sécularité (tournée fixe à laquelle s'ajoute une portion de tournée d'un collègue en RTT ou en congé) pour cet été et de treize lundis et mardis sécables.



Olivier Besancenot est venu soutenir ses collègues de Dardilly. (DR)

Ils ont obtenu l'aménagement du temps pour la mise en place de la réorganisation et de l'apprentissage du tri général. Par ailleurs, en cas de dépassements horaires récurrents, La Poste s'engage à faire un nouveau diagnostic. Quatre jours de grève ont été annulés et les sanctions levées sous condition d'une mise à l'épreuve de six mois. Les reliquats, le courrier arrivé entre le 21 mars et le 13 avril, seront traités par le centre de tri parallèle et les agents intérimaires.

En plus de leurs revendications, les facteurs et factrices ont réussi à mettre en place une solidarité sans faille. Refusant

d'être exploités encore davantage par cette entreprise qui grâce à eux réalise toujours plus de profits, ils sont restés solidaires, courageux et debout, sans rien lâcher, durant 24 jours.

Sur l'engagement de payer les dépassements horaires et de renoncer à la modulation des horaires, la direction locale, en concertation avec la direction nationale, a lourdement insisté sur le caractère local de ces dispositions. Pas question de généraliser ces mesures. Cette généralisation qu'elle craint, à nous de lui imposer.

Correspondante

La Pinède de Calvi, le Collectif et les spéculateurs

Depuis de nombreuses années, la Semexval (société d'économie mixte pour l'expansion de La Valette-du-Var), par le biais de sa filiale Corse aménagement développement (CAD), tente une OPA immobilière juteuse en direction de l'île en construisant des centaines de logements destinés à de riches spéculateurs tout autant en quête de villégiature que de bonnes opérations. Notons que ces constructions sont le plus souvent réalisées dans des communes UMP, ce qui n'a rien d'étonnant lorsque l'on sait que la direction de la Semexval se compose de cadres du parti et se trouve intimement liée aux plus hautes sphères de l'État. Sa PDG est Christiane Hummel, sénatrice-maire UMP de la Valette-du-Var et son président d'honneur, l'ancien ministre Hubert Falco.

Quel est l'intérêt pour la Semexval de se développer en Corse ? Son rôle essentiel de société d'économie mixte n'est-il pas de se préoccuper du développement de La Valette ? La raison véritable est connue de tous : c'est la potentialité touristique de la Corse, théâtre d'un boom immobilier significatif, qui attise la cupidité de

promoteurs aménageurs liés à des milieux politico-mafieux.

À Calvi, s'est créé depuis novembre 2010 le Collectif contre la spéculation et pour le droit au logement, sous l'impulsion de militants d'A Manca alertés d'un odieux chantage pratiqué par la mairie.

Sur un terrain communal, est prévue la réalisation de 40 logements réservés à des revenus intermédiaires. La CAD s'engage à les réaliser à un prix inférieur à celui du marché (entre 1 800 et 2 000 euros le m²). Dans la Pinède de Calvi, sur deux parcelles appartenant depuis 1995 à la commune, il s'agit de construire 97 appartements de standing vendus entre 5 000 et 8 000 euros le m² et uniquement destinés à une riche clientèle touristique.

Des résidents calvais se positionnent en vue d'acquiescer les futurs logements à caractère social. Ils achètent sur plan et entament les démarches visant à obtenir un prêt bancaire.

Dans un second temps, dans toute la ville mais aussi par voie de presse, la municipalité consciente de l'hostilité d'une partie de l'opinion face à un énième projet immobilier dans une pinède ravagée,

affirme que l'échec du projet spéculatif dit des Rivages de Calvi entraînerait l'impossibilité de réaliser les logements à caractère social.

Il est à noter qu'à aucun moment, le contrat des futurs acquéreurs des logements sociaux ne précise que de la réalisation du projet spéculatif dépend celle du projet à caractère social.

Dès lors, on ne sait plus si le maire UMP Ange Santini s'exprime en tant que premier magistrat de la commune ou en tant que promoteur immobilier. Opacité et confusion des genres entourent donc ce dossier.

Notre collectif se heurte à des pratiques politiques d'un autre temps, faisant la part belle à l'obstruction, la désinformation et l'intimidation. Néanmoins, il a obtenu de réelles avancées, notamment que soient dissociés les deux opérations immobilières, et poursuit sa mobilisation afin que la réalisation des Rivages de Calvi soit totalement abandonnée.

Anna Laura Cristofari - A Manca

ST Crolles : on lâche pas le morceau !

Les négociations annuelles obligatoires sont engagées depuis février à ST Microelectronics, à Crolles (Isère). Avec 830 millions d'euros de bénéfices, plus de 200 millions d'euros versés aux actionnaires, il semble que tout aille bien pour ST ! Mais du côté des salariéEs, le compte n'y est ni pour les augmentations (au mérite) ni pour les primes. Avec la pression du chômage, des

chefs, l'importante proportion de précaires, il est dur de se mobiliser. Pourtant, mi-mars une petite centaine de salariéEs (sur environ 4 000) était rassemblée toute la journée devant l'entrée du site. Mardi 12 avril, plus de 100 personnes étaient présentes. Les équipes de nuit sont les plus mobilisées. La lutte se poursuit de différentes façons (grève mensuelle, boycott de réunion, etc.), portée par la CGT,

pour le paiement des jours de grève, la revalorisation des primes, une augmentation générale des salaires de 100 euros minimum. Il faudrait sans doute que la mobilisation s'élargisse pour gagner. En tout cas, le mécontentement est bien présent.

Correspondant

À Fralib, on lâche rien !

Les salariés de Fralib appellent à poursuivre le boycott de Lipton et à amplifier la solidarité autour de leur projet alternatif de reprise du thé Éléphant.

Depuis le 28 septembre 2010, date de l'annonce par Unilever du projet de fermeture de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône), les salariés avec leurs organisations syndicales CGT et CFE-CGC luttent pour le maintien du site et des 182 emplois. Depuis cette date, Unilever se comporte de façon déloyale et malhonnête, traitant les instances représentatives du personnel et les salariés avec mépris. Son seul objectif est la fermeture de l'usine et la liquidation des 182 emplois le plus rapidement possible. C'est ce que le tribunal de grande instance de Marseille a confirmé le 4 février 2011 en condamnant Fralib et Unilever pour non-respect du code du travail et en ordonnant l'annulation de la procédure et du plan de sauvegarde de l'emploi. Mais Unilever persiste dans son projet de fermeture. La multinationale a entamé une seconde procédure le 10 mars

2011. Le projet est tout aussi déloyal, injustifié et scandaleux pour une entreprise qui en 2010 a connu une croissance des ventes de 4,1% et a fait un bénéfice net de 4,6 milliards d'euros. Non content d'exploiter ses salariés et de tuer l'emploi (en France le nombre d'emplois est passé en une dizaine d'années de 12 000 à 3 000 salariés), Unilever arnaque les consommateurs (la matière première a progressivement baissé de 20% dans les sachets de thé ou d'infusion alors que leur prix augmentait) ainsi que les contribuables et l'État : depuis 2007, par un montage financier, la structure suisse d'Unilever (USCC) reçoit tous les profits alors que c'est en France que sont créées les plus-values. Chaque année, plus de 67 millions d'euros d'impôts échappent au fisc français. Dans cette situation, la question de la répartition des richesses créées et sa réappropriation est plus que jamais



d'actualité. À Fralib, ils ont décidé de prendre leur destin en main, de ne plus accepter l'injustice et de refuser la fatalité de la misère, car ils sont convaincus que d'autres choix sont possibles. C'est tout le sens du projet alternatif qu'ils défendent depuis le début de l'année auprès de collectivités territoriales : reprendre la marque Thé Éléphant et la fabrication de thé et d'infusion en Provence.

Pour amplifier le mouvement, les organisations syndicales de Fralib appellent les partis politiques, les associations et la population à se mobiliser à leur côté et à participer aux initiatives et au boycott de Lipton. Un grand rassemblement populaire est organisé à Marseille devant l'usine historique (97, bd Camille-Flammarion) le vendredi 22 avril à 11 h 30.

Frédéric Plicque

Au banquet des requins, les peuples se rebiffent

Deauville a été choisie pour réunir le G8, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. C'est déjà tout un symbole. Deauville, station balnéaire bourgeoise, lieu de rendez-vous des riches, accueillera les 8 puissances mondiales qui nous ont imposé leurs plans d'austérité, qui font payer la crise aux travailleurs. Au lendemain de la tempête financière de 2008, ils ont maintenu la dictature de la finance qui déploie son emprise sur tous les aspects de notre existence : logement, travail, éducation, agriculture, climat, connaissance, biodiversité... À Deauville ils vont se goberger, à tel point que la Cour des comptes dénonce le coût de ce genre de rencontre. L'ordre du jour ne peut que nous inquiéter : Internet et la croissance verte, la paix et la sécurité internationales, le partenariat avec l'Afrique. Quand ce n'est pas de

la poudre aux yeux, c'est la mise au pas de ce qui pourrait encore être l'affaire des peuples eux-mêmes.

Les peuples de rebiffent

C'est pourquoi nous avons commencé à organiser une mobilisation contre ce G8. Nous avons choisi Le Havre, ville ouvrière, qui s'est particulièrement distinguée pendant les luttes sur les retraites. Des collectifs se sont constitués à Rouen, Évreux, Dieppe, Caen et au Havre. Collectifs qui regroupent des mouvements, des associations, des partis politiques, des syndicats, des citoyens, et où le NPA occupe toute sa place. Une première journée de mobilisation aura lieu le 11 mai à Rouen dont le thème principal sera la dénonciation des banques et qui se poursuivra par un meeting en plein air et des concerts. Nous

souhaitons donner à cette journée un caractère populaire, original et festif. Le 21 mai nous appelons à une manifestation dans les rues du Havre à 15 heures, départ de la gare SNCF. Le lendemain, 22 mai, des forums seront organisés toute la journée sur les thèmes qui nous tiennent à cœur : des ponts, pas des murs ; nourrir les peuples, pas le capital ; oui aux services publics, non aux privatisations ; les mêmes droits pour tous ; le nucléaire : un débat démocratique ; l'urgence écologique et sociale ; les peuples, pas la finance. Nous comptons sur tous les camarades pour participer à ces journées de lutte. Un camp autogéré pourra les recevoir.

Libertad Heliot, membre du collectif anti-G8 de Rouen

en bref...

À Rouen : deuxième fête du NPA !

Depuis deux mois, les militantEs de la ville étaient mobiliséEs pour la réussite de cet événement à la fois politique et festif : diffusions de tracts, collages d'affiches et ventes de tickets d'entrée auprès des sympathisants. Le résultat est un peu décevant puisqu'avec 250 entrées, nous n'avons pas retrouvé l'affluence de notre première fête tenue en 2009. Mais de l'avis de tous les présentEs (qui n'avaient pas cédé au charme du soleil quasi-estival), les débats, les discussions entre camarades, le passage à la librairie, le repas du soir et les concerts ont permis à chacunE de passer une excellente journée. Deux forums ont eu lieu l'après-midi. Le premier était centré sur les luttes et le rôle politique du NPA contre les licenciements et les suppressions de postes avec des camarades de l'automobile (Ford Blanquefort, Renault Cléon), de la SNCF (triage de Sotteville) et de la santé. Le deuxième était placé sous le signe de la solidarité avec les révolutions du monde arabe et la nécessaire campagne pour

l'annulation de la dette des pays du Sud : Luiza Toscano, Omar El Shafei, et Éric Toussaint du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) étaient les orateurs. Les processus révolutionnaires en Tunisie et en Égypte étaient au centre du débat. Il aurait fallu bien plus de temps pour répondre à toutes les questions de la salle !

En fin de journée, Omar puis Christine Poupin, l'une de nos deux nouvelles camarades porte-parole nationales, ont pris la parole dans la grande salle de la Halle aux Toiles. Derrière eux, figurait une magnifique banderole « Solidarité avec les révolutions du monde arabe, non à la guerre impérialiste ». Omar a rappelé qu'il y a quelques mois encore personne n'aurait pensé qu'une telle vague de révoltes et de révolutions toucherait l'autre rive de la Méditerranée. Christine a donné quelques rendez-vous pour lesquels les militantEs du NPA vont être mobiliséEs : manifestation anti-G8 au Havre le 21 mai, manifestation contre les lois racistes et anti-immigrés le 28 mai notamment. Plus généralement, elle

a rappelé que face à cette crise sans précédent du capitalisme, il devenait urgent d'unir les forces du monde du travail et d'aider à la convergences de tous les anticapitalistes.

LE N°20 DE TOUT EST À NOUS ! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur la bataille de Madison dans le Wisconsin et un autre sur l'actualité des révolutions arabes, un article sur le nucléaire, une contribution sur le PS, un article sur la gestation pour autrui et bien d'autres. Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : Tout est à nous !, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre.



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :
N° DE COMPTE :
CLÉ RIB :
Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

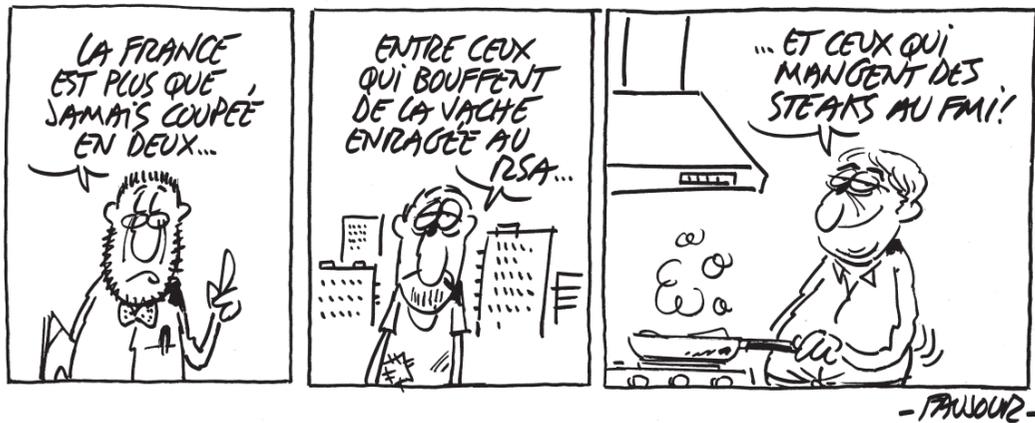
- | | | |
|-----------------|--|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|--|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

42 euros

Ce sera le prix de vente du mégawattheure au 1^{er} janvier 2012. Éric Besson a ainsi confirmé mardi que, dans le cadre de la réforme du marché français (loi NOME), le gouvernement validait cette augmentation largement saluée par EDF. Une aubaine qui a permis au titre d'EDF de grimper de 5% le matin même de cette annonce. Une hausse pour le CAC 40... mais aussi pour nos factures d'électricité dès juillet ! Éric Besson a assuré que le prix du gaz, lui, n'augmenterait pas avant juillet 2012.

Nous voilà rassurés...

Un rapport du net qui fait plaisir !

Le rapport présenté par Corinne Erhel (PS) et Laure de la Raudière (UMP) la semaine dernière à l'Assemblée a fait plaisir à beaucoup d'associations qui sont attachées à la neutralité du net. Une bonne nouvelle, puisque, dans ces 86 pages, tout est remis à plat, notamment avec la proposition n° 1 qui veut définir dans la loi le principe de « neutralité de l'Internet », c'est-à-dire de traiter d'une même manière tous les contenus, sites et plateformes... La proposition n° 4, elle aussi, fait déjà parler d'elle puisque cette dernière doit permettre d'« établir dès à présent une procédure unique faisant intervenir le juge » pour ordonner le blocage ou le filtrage d'un contenu. Pour rappel, dans le cadre de la loi Hadopi, un juge doit intervenir pour suspendre la connexion internet d'un abonné mais, le filtrage de contenu, prévu par le controversé article 4 de la loi Loppisi, ne nécessite qu'un ordre de l'autorité administrative. Mais les deux députées vont plus loin, en s'interrogeant notamment « sur la justification des mesures de blocage légales, en dépit de leur légitimité apparente, du fait de leur inefficacité et des effets pervers qu'elles sont susceptibles d'engendrer ». De quoi mettre une bonne ambiance dans le groupe UMP avec ce rapport plus que cinglant même s'il faut l'avouer, l'examen d'une loi sur la neutralité du net n'est pas près d'avoir lieu ! L'agenda législatif est plus que lourd, et les présidentielles n'arrangeront pas les choses... Le revirement gouvernemental est malheureusement loin d'être d'actualité et il va leur falloir composer avec l'industrie culturelle... franchement hostile.

Révoltes en Serbie...

La première « manifestation Facebook » a eu lieu lundi 4 avril en Serbie, sur la place de la République à Belgrade. On pouvait lire sur une banderole « Ni Tadic ni Nikolic, pour un mouvement anticapitaliste » ou encore « Contre les magnats, les banques et leurs clients ». On a compté entre 300 et 500 personnes présentes et parmi eux beaucoup de jeunes. Des militants issus du mouvement qui visait à

renverser Slobodan Milosevic en 2000 était également présents, comme Ljubisav Dzokic, plus connu sous son surnom Dzo (Djo), qui s'était rendu célèbre en débarquant en bulldozer à une manifestation. Le but de ce rassemblement était de dénoncer la corruption du gouvernement, la privatisation à outrance et le chômage de masse. Les organisateurs espèrent réunir davantage de manifestants lors des prochaines dates et pensent ainsi atteindre près d'un millier de personnes d'ici le mois de mai. Les Serbes ont pris l'exemple du mouvement de révoltes en Croatie, où les manifestants avaient vu leurs rangs s'accroître rapidement, passant d'un millier à plusieurs dizaines de milliers de manifestants en quelques semaines.

... résistances en Grèce.

Printemps fort gris en Grèce : comme attendu, le très socialiste gouvernement du Pasok s'enfonce dans la logique infernale des plans de rigueur successifs, sans bien sûr régler en quoi que ce soit les risques de faillite, mais en appauvrissant chaque jour davantage le pays et les secteurs populaires. Du côté syndical, les directions se contentent de journées de grève générale espacées et, d'ailleurs, très suivies. Mais des résistances prometteuses s'affirment dans certains secteurs : ainsi la semaine dernière, la longue mobilisation des non-titulaires de la fonction publique vient de déboucher sur une victoire partielle, l'obligation de titulariser les précaires employés en 2001, et qui ouvre la voie à d'autres mesures. La mobilisation se poursuit à Keratea, cette banlieue qui se mobilise en masse contre l'installation d'une décharge (30 000 participants aux trois jours de solidarité). Les Grecs se mobilisent aussi contre la privation totale de moyens dans des hôpitaux : cette semaine, deux ont fermé leurs portes, les personnels se sont rassemblés devant le Parlement... et ont obtenu aussitôt quelques fonds. Si on ajoute les mobilisations contre les péages, les innombrables mobilisations sectorielles (par exemple, contre les fusions d'écoles !), cette

auto-activité à la base est un signe prometteur de confiance des travailleurs dans leurs propres forces.

Bolivie : mobilisations pour les salaires.

Depuis une quinzaine de jours maintenant, Evo Morales fait face à une contestation sociale d'ampleur. Cette fois, cependant, ce n'est plus l'opposition qui se mobilise contre le gouvernement, mais une partie du mouvement populaire qui réclame une augmentation des salaires afin de compenser une inflation record de 20% pour les denrées de première nécessité. Pour comprendre cette hausse des prix, il faut remonter au mois de décembre dernier, lorsque le gouvernement annonçait un projet de décret visant à mettre fin à la subvention du diesel dont bénéficie actuellement l'ensemble de la population. Sous la pression de la rue, la mesure fut finalement retirée, mais le secteur agro-industriel en a quand même profité pour spéculer sur les prix des aliments. Opposé dans un premier temps à toute compensation par les salaires, Morales a finalement concédé un « coup de pouce » de 10% : insuffisant pour la Centrale ouvrière bolivienne (COB) qui, au-delà de cette revendication, remet également en cause la politique économique du gouvernement, et plus particulièrement la nationalisation des hydrocarbures entreprise en 2006. Si la mesure-phare du premier mandat de Morales a permis de garnir significativement les caisses de l'État après 20 ans de néolibéralisme débridé, le secteur reste en effet largement sous le contrôle des multinationales pétrolières, qui ont constitué un frein à toute avancée sérieuse quant à l'industrialisation du gaz. En ce sens, la mobilisation actuelle n'est pas seulement juste : elle pourrait également devenir salutaire si elle parvenait à convaincre Morales d'un nécessaire « coup de barre » à gauche.

Les sénateurs condamnent les étrangers malades.

Le 13 avril, le Sénat a adopté un nouvel amendement prévoyant que les étrangers gravement

malades ne pourront être soignés en France qu'en cas d'absence de traitement dans le pays d'origine. C'est un véritable recul et, une fois de plus, le résultat de la course au plus pourri avec le FN. Jusque-là, la loi parlait d'accès effectif. Le gouvernement avait voulu remplacer l'accès par la « disponibilité » ce qui était déjà un problème. Mais inscrire dans la loi « l'absence » revient à refuser tous les traitements puisqu'ils existent quasiment tous dans tous les pays, mais certainement pas pour tout le monde ! Pour certains (contre le VIH, par exemple), il s'agit de traitements particulièrement chers, pas toujours administrés dans de bonnes conditions. Le texte s'en remet en outre au préfet pour régler au cas par cas les « circonstances humanitaires exceptionnelles » qui permettraient d'échapper à l'expulsion. Qui va croire que les préfets qui sont aujourd'hui de plus en plus des super-flics, préoccupés de mettre en œuvre la politique sarkozyste du chiffre, prendront ce genre de décision ?

L'État français refoule. Ils avaient prévu d'embarquer de Vintimille pour Marseille afin de

réclamer l'ouverture des frontières et le droit d'asile pour tous mais le « Train de la dignité » n'est pas allé bien loin. En effet, dimanche, une soixantaine de migrants tunisiens et quelques associations qui leur viennent en aide ont vu leurs trains à destination de la France tout simplement supprimés. Paris refuse donc d'accueillir ces réfugiés malgré leur permis de séjour délivrés par la police de Vintimille. De quoi tendre franchement les relations franco-italiennes ! Si l'Italie a demandé des explications, le gouvernement français a justifié cette interruption de trafic au seul motif d'empêcher la tenue de cette manifestation de soutien aux migrants, non autorisée en France, et la nécessité pour ces derniers d'avoir titre de séjour et ressources suffisantes pour poser le pied sur le sol français... Les frontières semblent bien difficiles à lever ! Mais les manifestants italiens et français ne s'arrêteront pas là, n'en déplaise à notre gouvernement, ils se feront encore entendre pour défier les blocages gouvernementaux, ouvrir les frontières, garantir le libre accès au territoire européen et rappeler qu'aucun être humain n'est illégal sur ce sol.

“ NO COMMENT ”

Vous avez vu les foules en Égypte, en Tunisie, en Syrie ? Le jour où vous avez une foule comme ça qui descendra les Champs-Élysées [...] ce ne sera pas pour faire joujou. [...] Par exemple, ils veulent sodomiser le Président. Ils se donnent ça comme objectif : arriver jusqu'à la grille du Coq, l'enfoncer, et ensuite 'le' sabrer ?

Qui les arrêtera ?
JEAN-MARIE LE PEN

N° 100 de Tout est à nous ! = numéro spécial

À l'occasion de la sortie du numéro 100, *Tout est à nous !* sortira sur 16 pages avec notamment un dossier de 4 pages sur le Front national. Cela doit être aussi l'occasion de le diffuser massivement, notamment dans les manifestations du 1^{er} Mai. Seuls les exemplaires vendus seront facturés. Alors, passez vos commandes sans tarder à : diffusion.presse@npa2009.com
tel. : 01 48 70 42 31

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®